

Étude des crédits 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale

Numéro interne TBM	Question non répondue (QNR)	Explications pour la question non répondue, la réponse à la question sera transmise par ou est incluse dans :	Renseignements généraux (RG) 2025-2026
RGNR11	oui	La réponse à la question RG06	<p>Au sujet des contrats accordés à des entreprises américaines :</p> <p>a) Veuillez fournir la liste des contrats accordés à des entreprises américaines en 2024-2025;</p> <p>b) Veuillez fournir toute politique, communication ou consigne au sujet de la réduction des dépenses auprès des entreprises américaines en 2024-2025.</p>
RGNR31	oui	Le ministère de la Cybersécurité et du Numérique (MCN)	<p>Concernant l'utilisation de logiciels d'intelligence artificielle (IA) dans les ministères et organismes, veuillez nous fournir :</p> <p>a) la liste des projets visés et l'objectif visé par chacun de ces projets;</p> <p>b) les sommes investies pour l'utilisation ou la conception de logiciel utilisant l'IA;</p> <p>c) le coût des licences d'utilisation associées à des logiciels utilisant des systèmes d'IA;</p> <p>d) la liste des contrats externes octroyés pour la mise en œuvre d'outils d'IA au sein des ministères et organismes et les firmes retenues pour les accomplir;</p> <p>e) les coûts d'entretien ou de mise à jour pour chacun de ces projets;</p> <p>f) le nombre d'employés (ETC) affectés à chacun de ces projets d'implantation de technologie d'IA;</p> <p>g) la liste des enjeux de sécurité liés à l'utilisation de fonctionnalités d'IA.</p>
RG07	oui	Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec (SEAO)	<p>Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :</p> <p>a) la liste des soumissions et le montant de chacune;</p> <p>b) la grille d'évaluation des soumissions;</p> <p>c) la justification du choix du soumissionnaire retenu et la justification de ce choix;</p> <p>d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;</p> <p>e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.</p>
RG08	oui	Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec (SEAO)	<p>Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2024-2025:</p> <p>a) Liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;</p> <p>b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);</p> <p>c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;</p> <p>d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;</p> <p>e) une description de son mandat;</p> <p>f) la date de début de son contrat;</p> <p>g) la date prévue de fin de son contrat;</p> <p>h) sa rémunération annuelle.</p>
RG16	oui	La Société québécoise des infrastructures	<p>Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2024-2025, fournir :</p> <p>a) La liste des actifs excédentaires inoccupés;</p> <p>b) La valeur estimée de ceux-ci;</p> <p>c) Les coûts d'entretien annuel;</p> <p>d) Le nombre de pieds carrés de ceux-ci.</p>
RG19	oui	Le Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels	<p>Liste des sommes d'argent versées en 2024-2025, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :</p> <p>a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;</p> <p>b) la circonscription électorale;</p> <p>c) le montant attribué;</p> <p>d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.</p>
RG21	oui	Le Secrétariat du Conseil du trésor (SCT)	<p>Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :</p> <p>a) le poste initial;</p> <p>b) le salaire;</p> <p>c) le poste actuel, s'il y a lieu;</p> <p>d) la date de la mise en disponibilité;</p> <p>e) les prévisions pour 2025-2026.</p>

Numéro interne TBM	Question non répondue (QNR)	Explications pour la question non répondue, la réponse à la question sera transmise par ou est incluse dans :	Renseignements généraux (RG) 2025-2026
RG22	oui	Le Secrétariat du Conseil du trésor (SCT)	Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2024-2025, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant : a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.); b) par catégorie d'âge ; c) prévisions pour 2025-2026.
RG29	oui	Le Secrétariat du Conseil du trésor (SCT)	Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.
RG30	oui	Le Secrétariat du Conseil du trésor (SCT)	Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026.
RG31	oui	Le Rapport annuel de gestion 2024-2025	L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2025-2026.
RG32	oui	Le Secrétariat du Conseil du trésor (SCT)	Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor pour 2024-2025 et prévisions pour 2025-2026.
RG37	oui	Le Secrétariat du Conseil du trésor (SCT)	Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2024-2025 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.
RG38	oui	Le Secrétariat du Conseil du trésor (SCT)	La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2024-2025 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2024-2025. Pour chacun de ces programmes existants en 2024-2025, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2025-2026, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.
RG39	oui	Le Secrétariat du Conseil du trésor (SCT)	Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.
RG41	oui	Le Secrétariat du Conseil du trésor (SCT)	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2024-2025 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.)
RG45	oui	Le Plan gouvernemental de régionalisation	Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région : a) Fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2024-2025; b) Nombre d'emplois gouvernementaux au sein du ministère ou de l'organisme qui ont été transférés en région en 2024-2025 en précisant la région d'origine et la région de destination; c) Nombre d'emplois transférés en région depuis le 1er octobre 2018.
RG48	oui	Le Secrétariat du Conseil du trésor (SCT)	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : ss) Rapport de la Commission spéciale sur les droits des enfants et de la protection de la jeunesse.
RG49	oui	Le Rapport annuel de gestion 2024-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de : III) tout autre plan d'action ministériel ou interministériel pour lequel le ministère ou l'organisme est impliqué.
RG50	oui	La Politique-cadre en matière de télétravail	Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2024-2025, au sein du ministère ou de l'organisme : a) Nombre total d'employé au sein du ministère ou de l'organisme; b) Nombre d'employés au total en ayant bénéficié; c) Nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2024; d) Proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié. e) Nombre d'employés en bénéficiant : 1 jour par semaine; 2 jours par semaine; 3 jours par semaine; 4 jours par semaine; 5 jours par semaine.
RG53	oui	Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels	Liste des CT réunions en indiquant qui a fait la demande (cabinet, sous-ministre, ministère), la liste des personnes présentes, les coûts et le nom des fournisseurs.

Numéro interne TBM	Question non répondue (QNR)	Explications pour la question non répondue, la réponse à la question sera transmise par ou est incluse dans :	Renseignements généraux (RG) 2025-2026
RG54	oui	Le Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels	Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, activités de développement, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2024-2025. Indiquer : a) le lieu; b) le coût; c) la ou les dates de participation; d) le nombre de participants; e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité; f) le nom de la formation ou de l'activité.
RG57	oui	Les Renseignements sont confidentiels au sens de l'article 28.1 de la Loi sur l'accès	Pour le ministère et chacun de ses organismes, agences ou autres relevant du ministère, veuillez nous indiquer : a) le nombre d'incidents de sécurité de l'information; b) le type d'incidents; c) les sommes dépensées en gestion des incidents.
RG61	oui	Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec (SEAO)	Proportion du nombre et de la valeur des contrats conclus de gré à gré, depuis 5 ans
RG62	oui	Le Secrétariat du Conseil du trésor (SCT)	Indiquer les dépenses encourues au titre de tout « Programme d'aide aux employés » (PAE) depuis 5 ans.
RG63	oui	Le Secrétariat du Conseil du trésor (SCT)	Indiquer les dépenses encourues en vue de l'implantation du nouveau régime de dotation découlant de l'adoption du projet de loi 60 de la 42e législature.
RG65	oui	Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec (SEAO)	Indiquer la valeur des contrats totaux en sous-traitance ainsi que la proportion du travail effectué par des sous-traitants.
RG66	oui	Le Rapport annuel de gestion 2024-2025	Indiquer la valeur totale des services tarifés, et ventiler par catégorie.
RG67	oui	La Société québécoise des infrastructures	Indiquer la valeur des actifs possédés; meubles et immeubles.
RG68	oui	Le Secrétariat du Conseil du trésor (SCT)	Indiquer les coûts de système estimés depuis 5 ans.
RG69	oui	La Société québécoise d'information juridique	Total des sommes versées à titre de dommages exemplaires ou punitifs pour l'ensemble des jugements rendus.
RG70	oui	Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec (SEAO)	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou organisme en 2024-2025 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant : a) le nombre d'autorisations; b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi; c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi; d) le montant accordé; e) les motifs de la demande.
RG71	oui	Le Rapport annuel de gestion 2024-2025	Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme en 2024-2025 : a) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information; b) le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article); c) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours; d) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.

Table des matières - Renseignements généraux

Numéro interne TBM	Renseignements généraux (RG) 2025-2026
RGNR43	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : a) Opération main-d'œuvre – Mesures pour certains secteurs prioritaires.
RGNR62	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : r) Plan d'action gouvernemental de simplification des démarches administratives à la suite d'un décès 2022-2027.
RGNR65	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : jjj) Plan d'action gouvernemental visant la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2024- 2029
RGNR81	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : t) Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire.
RG01	<p>Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2024-2025 :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) les endroits et dates de départ et de retour; b) la copie des programmes et rapports de mission; c) les personnes rencontrées; d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.); e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre), regroupés par mission; f) pour les organismes, les noms des dirigeants et des fonctionnaires concernés; g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant; <ul style="list-style-type: none"> - les détails de ces ententes; - résultats obtenus à ce jour; h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.
RG02	<p>Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2024-2025 :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) les raisons du déplacement; b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour; c) les coûts ventilés.

Numéro interne TBM	Renseignements généraux (RG) 2025-2026
RG03	<p>Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur les réseaux sociaux et sur les sites Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la ventilation des sommes dépensées pour 2024-2025, et les prévisions pour 2025-2026; b) les noms des firmes de publicité retenues; c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); d) le but visé par chaque dépense; e) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire; f) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographie. g) la répartition du placement média en indiquant le coût par média ainsi que les dates de diffusion. h) le rapport de statistiques sur la portée et la clientèle visée et l'atteinte des objectifs ou toute évaluation réalisée de l'impact de la campagne.
RG04	<p>Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.)</p> <p>Par le cabinet ministériel :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d'événement; b) le but visé par chaque dépense; c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement; d) si l'événement s'est tenu virtuellement. <p>Par le ministère ou l'organisme :</p> <ul style="list-style-type: none"> e) les sommes dépensées pour 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d'événement; f) le but visé par chaque dépense; g) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement; h) si l'événement s'est tenu virtuellement. <p>Par un professionnel ou par une firme externe :</p> <ul style="list-style-type: none"> i) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d'événement. j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité. k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié). l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc. m) le but visé par chaque dépense. n) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement. o) si l'événement s'est tenu virtuellement.
RG05	<p>La liste des dépenses en formation de communication, en incluant et en indiquant celles du cabinet ministériel :</p> <p>Organisée par le ministère ou l'organisme :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d'événement; b) le but recherché par chaque dépense; c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie; <p>Données par un professionnel ou une firme externe :</p> <ul style="list-style-type: none"> d) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026. e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications; f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu; h) le but visé par chaque dépense; i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

Numéro interne TBM	Renseignements généraux (RG) 2025-2026
RG06	<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2024-2025, en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. <p>Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.</p>
RG09	<p>Pour chaque projet de développement informatique, infonuagique ou de modernisation des systèmes informatiques au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nom du projet; b) la nature du projet; c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu); d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet; e) les plus récentes évaluations du coût du projet; f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière; g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet; h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates; i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour; j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce jour; k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère : <ul style="list-style-type: none"> - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants. l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics. m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2024-2025.
RG10	<p>Concernant l'hébergement de données en infonuagique, fournir :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) les coûts estimés par année; b) les coûts totaux réels pour l'hébergement de données; c) les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité; d) la liste des fournisseurs; e) une copie du plan de déploiement.

Numéro interne TBM	Renseignements généraux (RG) 2025-2026
RG11	<p>De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2024-2025, ventilé par mois, de chacune des dépenses suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le photocopie; b) le mobilier de bureau; c) l'ameublement; d) la décoration et l'embellissement, incluant les oeuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes. e) les distributeurs d'eau de source; f) le remboursement des frais de transport; g) le remboursement des frais d'hébergement; h) le remboursement des frais de repas; i) le remboursement de frais d'alcool et de fêtes; j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : <ul style="list-style-type: none"> I. a) au Québec; □ II. b) à l'extérieur du Québec.
RG12	<p>De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2024-2025, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le coût des contrats téléphoniques; b) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme; c) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme ; d) les coûts de résiliation, s'il y a lieu; e) le nombre de téléphones cellulaires et téléphones intelligents f) les coûts d'acquisition des appareils. g) le coût d'utilisation des appareils. h) les noms des fournisseurs i) les ordinateurs portables j) les iPad ou autre type de tablette électronique.

Numéro interne TBM	Renseignements généraux (RG) 2025-2026
RG13	<p>a) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus.</p> <p>b) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins.</p> <p>c) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : le nombre total de jours de maladie pris par le personnel.</p> <p>d) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie de moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.</p> <p>e) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.); -le coût moyen par employé, selon la classe de travail.</p> <p>f) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : le nombre total de jours de vacances pris par le personnel.</p> <p>g) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée par catégories d'emploi.</p> <p>h) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : le nombre de personnes et la répartition par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.</p> <p>i) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : l'évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).</p> <p>j) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.</p> <p>k) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.</p> <p>l) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.</p> <p>m) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : le nombre d'employés permanents et temporaires.</p> <p>n) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : le nombre d'employés permanents et temporaires.</p> <p>r) le nombre de postes demeurés vacants en raison des mesures de contrôle des dépenses (gel de recrutement) décrétées par le gouvernement du Québec le 1er novembre 2024.</p>
RG14	<p>a) Pour chaque ministère et organisme pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées.</p> <p>b) Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines.</p> <p>c) Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.</p>

Numéro interne TBM	Renseignements généraux (RG) 2025-2026
RG15	<p>Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2024-2025 en indiquant pour chacun d'eux :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) l'emplacement de la location; b) la superficie totale pour chaque local loué; c) le coût total de ladite location; d) le coût d'aménagement, de rénovation réalisée depuis le 1er avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés; e) la durée du bail; f) le propriétaire de l'espace loué; g) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation; h) la superficie totale réellement occupée; i) la superficie inoccupée; j) le coût de location au mètre carré; k) le nom des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.
RG17	<p>Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2024-2025, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.
RG18	<p>Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2024-2025, en indiquant pour chaque individu :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant; b) le titre de la fonction; c) l'adresse du port d'attache; d) la masse salariale totale par cabinet; e) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés; f) la prime de départ versée, le cas échéant; g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève; h) la description de tâches; i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2024-2025; j) le nombre total d'employés au cabinet; k) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée; l) si l'employée a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.
RG20	<p>Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nom de la personne; b) le poste occupé; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle; e) la date de l'assignation hors structure; f) la date de la fin d'assignation, s'il y a lieu; g) les prévisions pour 2025-2026.

Table des matières - Renseignements généraux

Numéro interne TBM	Renseignements généraux (RG) 2025-2026
RG23	<p>Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nom de la personne; b) le poste occupé et le nom de l'organisme; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale; e) l'assignation actuelle; f) la date de l'assignation hors structure; g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).
RG24	<p>Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2024-2025, en précisant pour chaque abonnement :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service; d) s'il a été réalisé par le cabinet ministériel ou à sa demande. <p>Ventiler le montant total par catégories.</p>
RG25	<p>Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.</p>
RG26	<p>Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nom du site Web; b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; c) les coûts de construction du site; d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); f) le nombre de visiteurs (« hits ») par mois; g) nombre de visiteurs uniques mensuellement h) les coûts liés à la réservation de noms de domaines; i) la fréquence moyenne de mise à jour; j) le responsable du contenu sur le site;
RG27	<p>Pour 2024-2025, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) les régions et les villes visitées; b) les personnes rencontrées; c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants; d) les raisons du déplacement; e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour; f) les coûts ventilés; g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.

Table des matières - Renseignements généraux

Numéro interne TBM	Renseignements généraux (RG) 2025-2026
RG28	<p>La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2024-2025:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le détail des mandats; b) le coût (déplacements, etc.); c) le nombre de ressources affectées; d) le nombre de rencontres; e) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre; f) l'objet; g) les dates.
RG33	<p>Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2024-2025, ainsi que les prévisions pour 2025-2026 et 2026-2027, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.</p>
RG34	<p>Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2024-2025 en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.</p>
RG35	<p>Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2024-2025 : le montant total des primes au rendement, des ajustements salariaux non-récurrents et des bonis versés au personnel de cabinet.</p>
RG36	<p>Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2024-2025, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour les bris de contrat.</p>
RG40	<p>Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la dépense totale (opération et capital); b) les grands dossiers en cours; c) le nombre d'employés attirés aux dossiers informatiques; d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI; e) le nombre de consultants externes attirés aux dossiers informatiques.
RG42	<p>Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la dépense totale relative au paiement des cotisations; b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation; c) le nombre d'employés ayant bénéficié du paiement des cotisations.

Table des matières - Renseignements généraux

Numéro interne TBM	Renseignements généraux (RG) 2025-2026
RG43	<p>Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) La date ; b) La nature ; c) Les questions posées ; d) Les réponses ; e) La firme retenue ; f) Les coûts.
RG44	<p>Tout montant dépensé par le ministère ou l'organisme en 2024-2025 visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l'organisme.</p>
RG46	<p>Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure: g) Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2024-2027;</p>
RG47	<p>Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure: m) Plan d'action de développement durable.</p>
RG51	<p>Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2024-2025 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.</p>
RG52	<p>Concernant toute mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2024-2025 :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Les sommes dépensées; b) Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.
RG55	<p>Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2024-2025 :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la liste de tous les concours et tirages réalisés; b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix; c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours; d) la liste des concours qui ont pris fin.

Numéro interne TBM	Renseignements généraux (RG) 2025-2026
RG56	<p>Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2024-2025:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques; b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques; c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilés par instance ou organisme; d) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2024-2025 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.
RG58	<p>Veuillez nous fournir la liste des rencontres de planification stratégique de type « lac-à-l'épaulé » tenues par le ministère ou l'organisme en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Les dates; b) L'endroit précis; c) La liste des personnes présentes; d) L'ordre du jour; e) Les procès-verbaux; f) Les coûts détaillés (frais de location, d'hébergement, repas, déplacement, location d'équipement, conférencier, etc.)
RG59	<p>Veuillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages.</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Nombre de stagiaires reçus; b) Heures de stages effectués; c) Rémunération totale déboursée.
RG60	<p>Fournir les dépenses allouées à la consultation avec les Autochtones. a) Fournir la liste des projets du ministère ayant inclus une consultation des représentants autochtones.</p>
RG64	<p>Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l'application des lois dont votre ministère est responsable de l'application. Ventiler par loi et articles, depuis 5 ans.</p>
RG72	<p>Pour 2024-2025, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée. Pour chaque personne :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.
RG73	<p>La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.</p>

Numéro interne TBM	Question non répondue (QNR)	Explications pour la question non répondu, la réponse à la question sera transmise par ou est incluse dans :	Renseignements généraux (RG) 2025-2026
RGNR11	oui	La réponse à la question RG06	<p>Au sujet des contrats accordés à des entreprises américaines :</p> <p>a) Veuillez fournir la liste des contrats accordés à des entreprises américaines en 2024-2025;</p> <p>b) Veuillez fournir toute politique, communication ou consigne au sujet de la réduction des dépenses auprès des entreprises américaines en 2024-2025.</p>
RGNR31	oui	Le ministère de la Cybersécurité et du Numérique (MCN)	<p>Concernant l'utilisation de logiciels d'intelligence artificielle (IA) dans les ministères et organismes, veuillez nous fournir :</p> <p>a) la liste des projets visés et l'objectif visé par chacun de ces projets;</p> <p>b) les sommes investies pour l'utilisation ou la conception de logiciel utilisant l'IA;</p> <p>c) le coût des licences d'utilisation associées à des logiciels utilisant des système d'IA;</p> <p>d) la liste des contrats externes octroyés pour la mise en œuvre d'outils d'IA au sein des ministères et organismes et les firmes retenues pour les accomplir;</p> <p>e) les coûts d'entretien ou de mise à jour pour chacun de ces projets;</p> <p>f) le nombre d'employés (ETC) affectés à chacun de ces projets d'implantation de technologie d'IA;</p> <p>g) la liste des enjeux de sécurité liés à l'utilisation de fonctionnalités d'IA.</p>
RG07	oui	Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec (SEAO)	<p>Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :</p> <p>a) la liste des soumissions et le montant de chacune;</p> <p>b) la grille d'évaluation des soumissions;</p> <p>c) la justification du choix du soumissionnaire retenu et la justification de ce choix;</p> <p>d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;</p> <p>e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.</p>
RG08	oui	Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec (SEAO)	<p>Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2024-2025:</p> <p>a) Liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;</p> <p>b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);</p> <p>c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;</p> <p>d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;</p> <p>e) une description de son mandat;</p> <p>f) la date de début de son contrat;</p> <p>g) la date prévue de fin de son contrat;</p> <p>h) sa rémunération annuelle.</p>
RG16	oui	La Société québécoise des infrastructures	<p>Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2024-2025, fournir :</p> <p>a) La liste des actifs excédentaires inoccupés;</p> <p>b) La valeur estimée de ceux-ci;</p> <p>c) Les coûts d'entretien annuel;</p> <p>d) Le nombre de pieds carrés de ceux-ci.</p>
RG19	oui	Le Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels	<p>Liste des sommes d'argent versées en 2024-2025, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :</p> <p>a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;</p> <p>b) la circonscription électorale;</p> <p>c) le montant attribué;</p> <p>d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.</p>
RG21	oui	Le Secrétariat du Conseil du trésor (SCT)	<p>Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :</p> <p>a) le poste initial;</p> <p>b) le salaire;</p> <p>c) le poste actuel, s'il y a lieu;</p> <p>d) la date de la mise en disponibilité;</p> <p>e) les prévisions pour 2025-2026.</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RGNR-43

Titre :

Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure :

- a) Opération main-d'œuvre – Mesures ciblées pour certains secteurs prioritaires.

Exposé et statistiques :

Opération main-d'œuvre – Mesures ciblées du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale pour certains secteurs prioritaires

Mesures	État d'avancement	Budget prévu (2024-2025)	Sommes investies ¹ (2024-2025)
Augmenter le nombre de personnes qualifiées en offrant des formations de courte durée en alternance travail-étude (COUD-Génie).	Mesure mise en œuvre	4,0 M\$	2,1 M\$
Allouer 475 \$/semaine en soutien du revenu bonifié aux personnes sans emploi qui suivent une formation dans les six secteurs priorités par l'Opération main-d'œuvre.	Mesure mise en œuvre	43,0 M\$	23,0 M\$
Accroître le nombre de personnes bénéficiant du Programme d'apprentissage en milieu de travail (PAMT) (Aides familiaux).	Mesure mise en œuvre	0,2 M\$	0,2 M\$
Augmenter le nombre d'éducatrices qualifiées en améliorant l'accès à une démarche de reconnaissance des acquis et des compétences (RAC).	Mesure mise en œuvre	0,3 M\$	0,0 M\$
Augmenter le nombre de personnes qualifiées en offrant des formations de courte durée en alternance travail-étude: (COUD-Services de garde éducatifs à l'enfance).	Mesure mise en œuvre	13,0 M\$	13,3 M\$
Former davantage de travailleurs en TI par le Programme pour la requalification et l'accompagnement en technologies de l'information et des communications (PRATIC).	Mesure terminée	10,0 M\$	1,6 M\$
Augmenter le nombre de personnes qualifiées en offrant des formations de courte durée en alternance travail-étude (COUD-TI).	Mesure mise en œuvre	12,5 M\$	0,4 M\$
Soutenir financièrement les entreprises du secteur des TI dans la formation de leurs travailleurs, la gestion des ressources humaines et le recrutement à l'extérieur du Québec.	Mesure mise en œuvre	20,0 M\$	0,7 M\$
Permettre à un plus grand nombre de chômeurs et de travailleurs de suivre des formations universitaires courtes à temps complet, à temps partiel ou en formation continue.	Mesure mise en œuvre	10,1 M\$	0,6 M\$
Référencement et soutien financier aux participants à la formation courte (90 heures) pour les candidats au statut d'éducateur non qualifié (SGEE).	Mesure mise en œuvre	2,2 M\$	0,0 M\$
Former des personnes sans emploi avec le Programme d'aide à la requalification par l'augmentation de la formation (PARAF).	Mesure terminée	0 M\$	0,2 M\$

¹ Déboursés en date du 24 janvier 2025

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RGNR62

Titre :

Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure :

r) Plan d'action gouvernemental de simplification des démarches administratives à la suite d'un décès 2022-2027.

Exposé et statistiques :

Le Plan d'action gouvernemental de simplification des démarches administratives à la suite d'un décès 2022-2027 constitue l'un des projets qui visent à améliorer la qualité et l'accès aux services à la population. Il comporte neuf mesures, selon trois axes :

- Axe 1 : Mieux informer et guider la population en matière de démarches à faire lors d'un décès
- Axe 2 : Réduire le volume et le délai des démarches requises lors d'un décès
- Axe 3 : Faciliter les démarches par des changements législatifs

Pour la troisième année de mise en œuvre, les sommes investies par les ministères et les organismes sont présentées dans le tableau suivant :

Mesures	Budget prévu 2024-2025	Montants investis 2024-2025	État d'avancement
Mesure 1 : Offrir des outils pour informer les citoyens des droits et responsabilités relatifs à un décès	S. o.	S. o.	Réalisée à 100 % Information disponible depuis mars 2023.
Mesure 2 : Orienter les citoyens vers les démarches qui les concernent	S. o.	S. o.	Réalisée à 100 % Solution numérique déployée depuis juin 2023.
Mesure 3 : Aider et accompagner les citoyens dans leurs démarches	S. o.	S. o.	Réalisée à 20 % Déploiement prévu en 2025-2026.
Mesure 4 : Faciliter l'identification du liquidateur d'une succession	220 000 \$	559 607 \$	Réalisée à 65 %
Mesure 5 : Accélérer l'inscription d'un décès au registre de l'état civil	621 000 \$	355 873 \$	Réalisée à 100 %
Mesure 6 : Informer rapidement les ministères et organismes du décès d'une personne afin de réduire le fardeau administratif des familles (2 parties)	S. o.	S. o.	Partie 1 réalisée à 100 % (entente avec Revenu Québec). Partie 2 (entente avec Retraite Québec). Ce volet est planifié pour 2026-2027.
Mesure 7 : Simplifier les recherches testamentaires à la Chambre des notaires	S. o.	S. o.	Réalisée à 15 %

du Québec et au Barreau du Québec			
Mesure 8 : Simplifier les règles entourant la liquidation d'une succession	S. o.	S. o.	Réalisée à 60 %.
Mesure 9 : Proposer des modifications législatives pour simplifier les démarches et diminuer les délais (2 parties)	S. o.	S. o.	Partie 1 réalisée à 60 % Partie 2 réalisée à 100 %
Total	841 000 \$	915 480 \$	-

SOURCE : Direction générale de la gouvernance et de la simplification des services
publics
COLLABORATION : Direction de la simplification des services publics
VALIDATION : S. O.
DATE : 11 mars 2024

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RGNR65

Titre :

Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure :

iii) Plan d'action gouvernemental visant la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2024-2029

Exposé et statistiques :

Les informations sont disponibles à l'adresse suivante (annexe 1) :

https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/emploi-solidarite-sociale/publications-adm/documents-administratifs/PL_Lutte_Pauvrete_2024-2029.pdf

Toutes les actions 2024-2025 portées par le MESS sont démarrées.

SOURCE : Direction des politiques de lutte contre la pauvreté et de l'action communautaire

COLLABORATION : Direction des politiques d'emploi et des stratégies
Direction des politiques d'assistance sociale

Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Direction de la recherche

VALIDATION : Direction générale de la solidarité sociale et de l'action communautaire
DATE : 8 avril 2025

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RGNR81

Titre :

Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure :

p) Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire (PAGAC).

Exposé et statistiques :

Sommes investies en 2024-2025

- Les investissements du Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire 2022-2027 : Engagés pour nos collectivités (PAGAC), pour sa troisième année de mise en œuvre (2024-2025) représentent 220,5 M\$, dont 175,8 M\$ en soutien à la mission globale.

État d'avancement de la mise en œuvre des mesures du PAGAC

Les 29 mesures du PAGAC ont été lancées.

- Dix-sept mesures sont effectives, au bénéfice des organismes communautaires :

- 1.1.1 - Augmenter le financement gouvernemental en appui à la mission globale des organismes communautaires (sous la responsabilité de 11 MO, dont le MESS);
- 1.1.2 - Soutenir de nouveaux organismes communautaires (sous la responsabilité de 3 MO, dont le MESS);
- 1.1.3 - Créer de nouveaux programmes gouvernementaux en appui à la mission globale des organismes communautaires (sous la responsabilité du ministère de la Culture et des Communications, du ministère de la Famille et du Secrétariat à la condition féminine);
- 1.1.5 - Soutenir la mission globale des organismes à vocation multisectorielle (sous la responsabilité du MESS);
- 1.2.1 - Favoriser l'augmentation du nombre d'adhérents au régime de retraite et à l'assurance collective (sous la responsabilité du MESS);
- 2.1.1 - Soutenir des initiatives visant à favoriser la participation et l'inclusion de toutes et de tous à la vie associative et démocratique des organismes communautaires (sous la responsabilité du MESS);
- 2.1.2 - Encourager le bénévolat chez les jeunes dans les établissements scolaires (sous la responsabilité de Secrétariat à la jeunesse);
- 2.1.3 - Simplifier l'accès à la vérification des antécédents judiciaires nécessaire pour les bénévoles œuvrant dans les organismes communautaires (sous la responsabilité du MESS);
- 2.1.5 - Maintenir l'aide financière pour rendre accessibles aux Québécoises et Québécois d'expression anglaise les services offerts par des organismes d'action communautaire francophone (sous la responsabilité du Secrétariat aux relations avec les Québécois d'expression anglaise);
- 3.1.1 - Renforcer le réseau des corporations de développement communautaire dans leurs efforts de concertation territoriale (sous la responsabilité du MESS);
- 3.1.2 - Soutenir l'arrimage local des Carrefours jeunesse-emploi du Québec, notamment dans leur contribution à la réussite éducative des jeunes adultes (sous la responsabilité du MESS);
- 3.2.3 - Simplifier les demandes de financement et la reddition de comptes pour les organismes communautaires soutenus par le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales (sous la responsabilité du MESS);
- 3.2.4 - Consolider le rôle de coordination et de service-conseil du MESS auprès des MO (sous la responsabilité du MESS);
- 4.1.3 - Promouvoir et valoriser la Semaine nationale de l'action communautaire autonome; (sous la responsabilité du MESS);
- 4.2.1 - Soutenir le développement d'une culture d'évaluation au sein des organismes communautaires (sous la responsabilité du MESS);

- 4.2.2 - Appuyer le déploiement d'initiatives d'innovation sociale en action communautaire qui contribuent à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (sous la responsabilité du MEIE);
 - 4.2.3 - Soutenir le partage et le développement de bonnes pratiques pour une intervention agile en situation de crise ou auprès de personnes vulnérables (sous la responsabilité du MESS).
- Quatre mesures sont complétées, selon leur programmation au PAGAC, soit :
- 1.1.4 - Mettre en œuvre un mécanisme de concertation interministérielle visant à assigner un port d'attache aux organismes communautaires à vocation multisectorielle (sous la responsabilité du MESS);
 - 1.2.2 - Soutenir les organismes communautaires dans la gestion de leurs ressources humaines (sous la responsabilité du MESS);
 - 1.2.3 - Favoriser l'accès à la formation continue pour le personnel des organismes communautaires (sous la responsabilité du MESS);
 - 2.2.2 - Accompagner les organismes communautaires pour assurer une transformation numérique adaptée à leurs besoins (sous la responsabilité du MESS).
- Des travaux sont en cours pour la réalisation des huit autres mesures, soit :
- 1.2.4 - Développer une offre de formation pertinente et adaptée aux besoins des organismes communautaires (sous la responsabilité du MESS);
 - 2.1.4 - Élaborer des outils de formation sur l'action communautaire à l'intention des partenaires locaux, régionaux et nationaux (sous la responsabilité du MESS);
 - 2.2.1 - Développer un programme d'accompagnement d'accès à des locaux et d'amélioration locative pour les organismes communautaires (sous la responsabilité du MESS);
 - 3.2.1 - Mettre sur pied la Table nationale des partenaires de l'action communautaire (sous la responsabilité du MESS);
 - 3.2.2 - Mettre à jour le cadre de référence en matière d'action communautaire afin de convenir de balises communes concernant notamment la répartition du soutien financier et la reddition de compte (sous la coordination du MESS);
 - 4.1.1 - Améliorer la connaissance de l'action communautaire au Québec, ses caractéristiques et son impact social et économique (sous la responsabilité du MESS);
 - 4.1.2 - Permettre une meilleure connaissance de l'action communautaire dans les communautés autochtones du Québec (sous la responsabilité du MESS et du SRPNI);
 - 4.2.4 - Évaluer le Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire 2022-2027 (sous la responsabilité du MESS).

SOURCE : Direction des politiques de lutte contre la pauvreté et de l'action communautaire

COLLABORATION : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales

VALIDATION: Direction générale de la solidarité sociale et de l'action communautaire.

DATE : 18 mars 2025

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-01

Titre :

Liste des voyages **hors Québec** pour l'année financière 2024-2025 :

- a) les endroits et dates de départ et de retour;
- b) la copie des programmes et rapports de mission;
- c) les personnes rencontrées;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
- e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre), regroupés par mission;
- f) pour les organismes, les noms des dirigeants et des fonctionnaires concernés;
- g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
 - Les détails de ces ententes;
 - résultats obtenus à ce jour;
- h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé;

Exposé et statistiques :

Les informations sont fournies aux annexes 1 et 2.

Les renseignements concernant les ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site www.quebec.ca en vertu du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, paragraphe 18)

<https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/emploi-solidarite-sociale/acces-information#cl56800>

SOURCE : Direction des relations intergouvernementales et des mandats spéciaux
COLLABORATION : Secteur de l'Emploi
VALIDATION : SOF
DATE : 24 mars 2025

Missions intergouvernementales canadiennes – 1^{er} avril 2024 au 10 février 2025

Date de départ Date de retour	Objectif(s) de la mission	Ville Pays	Nom(s) Direction	Coût total du déplacement
2024-06-04 2024-06-07	Rencontre fédérale, provinciale et territoriale du Conseil canadien des directeurs de l'apprentissage (CCDA)	Calgary Alberta	Nathalie Vallières Direction générale de la qualification professionnelle et des opérations de développement de la main-d'œuvre Jennifer Fortin Direction des relations intergouvernementale et des mandats spéciaux	5 593,26 \$
2024-07-03 2024-07-05	Rencontre annuelle du Comité de standardisation des examens en mécanique de machines fixes (SOPEEC)	Halifax Nouvelle-Écosse	Ventsislav Tsvetkov Direction de la qualification professionnelle	928,74 \$

Missions intergouvernementales canadiennes – 1^{er} avril 2024 au 10 février 2025

Date de départ Date de retour	Objectif(s) de la mission	Ville Pays	Nom(s) Direction	Coût total du déplacement
2024-09-09 2024-09-12	Conférence annuelle de la CACLA (Canadian Association of Corporate Law Administrators)	Whitehorse Yukon	Louis Larochelle-Prégent Registraire des entreprises	3 115,66 \$
2024-09-16 2024-09-19	Participation à l'assemblée générale annuelle du Comité des normes et examens interprovinciaux (CNEI) dans le cadre du Programme du Sceau rouge	Yellowknife Territoires du Nord-Ouest	Ventsislav Tsvetkov Direction de la qualification professionnelle	1 806,60 \$
2024-11-04 2024-11-07	Rencontre fédérale, provinciale et territoriale du Conseil canadien des directeurs de l'apprentissage (CCDA)	Ottawa Ontario	Nathalie Vallières Direction générale de la qualification professionnelle et des opérations de développement de la main-d'œuvre Jean-François Biron Direction des relations intergouvernementale et des mandats spéciaux	2 685,23 \$

Missions internationales – 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025

Date de départ Date de retour	Objectif(s) de la mission	Ville Pays	Nom(s) Direction	Coût total du déplacement
2024-09-30 2024-10-06	Participation au 136 ^e Congrès national des greffiers des tribunaux de commerce et au 2 ^e Forum de l'Alliance francophone des registres des entreprises et du commerce (AFREC)	Reims France	Yves Pepin Sous-ministre adjoint des registres de l'État	1 456,74 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG02

Titre :

Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2024-2025 :

- a) les raisons du déplacement ;
- b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour ;
- c) les coûts ventillés.

Exposé et statistiques :

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 16 et 17).

[Dépenses liées à des personnes pour 2024-2025 | Gouvernement du Québec \(quebec.ca\)](https://www.gouvernement.qc.ca/fr/depenses-liees-a-des-personnes-pour-2024-2025)

SOURCE : DGRFC-DOFC
COLLABORATION : BSM, SCPMT
VALIDATION : s. o.
DATE : 10 mars 2025

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-03

Titre :

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur les réseaux sociaux et les sites Internet) en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :

- la ventilation des sommes dépensées pour 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026;
- les noms des firmes de publicité retenues;
- la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- le but visé par chaque dépense;
- dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
- les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes
- La répartition du placement média en indiquant le coût par média ainsi que les dates de diffusion;
- Le rapport des statistiques sur la portée et la clientèle visée et l'atteinte des objectifs ou toute évaluation réalisée de l'impact de la campagne.

Exposé et statistiques :

À l'exception des dépenses de commandites, l'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Québec.ca en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 24) à l'adresse suivante :

[Dépenses du Ministère pour 2024-2025](https://www.seao.ca/index.aspx)

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et est diffusée mensuellement à l'adresse suivante : <https://www.seao.ca/index.aspx>. Pour les contrats de 25 000 \$ et moins, ceux-ci peuvent être conclus de gré à gré.

Les coûts liés aux frais de publicité concernant les bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinet et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

Vous trouverez ci-après les dépenses de commandites du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025 :

Bénéficiaire	Dépense
Fédération des centres de services scolaires du Québec (FCCSSQ), pour le Colloque – Partenaire d'ateliers	5 000 \$
Fédération des CEGEPS pour la Journée d'échange et de partage entre les services aux entreprises du réseau collégial sur les enjeux d'emploi et de main-d'œuvre actuels	5 000 \$
Association canadienne d'éducation des adultes des universités de langue française (ACDEAULF) pour les Journées d'études	3 000 \$
Commission de développement des ressources humaines des Premières Nations du Québec (CDRHPNQ) pour le Gala reconnaissance et modèles autochtones	1 500 \$
Immigrants Québec pour le 5e Sommet de l'immigration au Québec le 22 octobre à Québec	10 000 \$
Institut d'administration publique du Québec pour le Prix d'excellence I'APQ 2024	18 000 \$
Groupe PME Québec Inc. pour le Sommet de la formation 2024	2 250 \$

CÉGEP de Chicoutimi pour les 25 ans de la formation continue du cégep de Chicoutimi	5 000 \$
Université de Montréal pour le Colloque 2024 du Centre de recherche interuniversitaire sur la mondialisation et le travail (CRIMT)	5 000 \$
Total	54 750 \$

SOURCE : Direction générale des communications
COLLABORATION : SCPMT, SSSAP-SE, SSSAP-SACCAIS, DGRH
VALIDATION : DGRFC - DOFC
DATE : 03 février 2025

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-04

Titre :

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) séparément :

Par le cabinet ministériel :

- a) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d'événement;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;
- d) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Par le ministère ou l'organisme :

- e) les sommes dépensées pour 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d'événement;
- f) le but visé par chaque dépense;
- g) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;
- h) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Par un professionnel ou par une firme externe:

- i) les sommes dépensées pour 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d'événement;
- j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, ou contrat négocié);
- l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
- m) le but visé par chaque dépense;
- n) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement;
- o) si l'événement s'est tenu virtuellement.

ANNONCES PUBLIQUES

Exposé et statistiques :

- Toutes les annonces publiques ont été organisées pour faire connaître les programmes, mesures et services offerts aux individus et aux entreprises par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.
- La grande majorité des annonces sont réalisées à l'interne par le Service des expositions et de la production audiovisuelle.

Date	Événement	Fournisseur	Coût
6 septembre 2024	Conférence de presse visant à annoncer un investissement de plus de 6 M\$ pour la formation dans le secteur des pêches maritimes des régions du Bas-Saint-Laurent, de la Côte-Nord et de l'Est du Québec	Location de salle : Auberge La Seigneurie des monts	250,00 \$

AUTRES ÉVÉNEMENTS

Cérémonie de remise des Prix Hommage Bénévolat-Québec (27^e édition)

16 avril 2024 - Restaurant le Parlementaire à l'hôtel du Parlement de Québec (135 personnes présentes)

Instaurés en 1998, les Prix Hommage bénévolat-Québec récompensent les efforts de citoyennes et de citoyens engagés dans leur communauté ainsi que l'action d'organismes qui font la promotion de l'engagement bénévole.

	Fournisseur	Mode d'octroi du contrat	Coût
Location de salle, repas	Assemblée nationale du Québec	Gré à gré	17 152,30 \$
Location de rideaux	DX - mobilier événementiel	Gré à gré	449 \$
Photographe	Frédéric Lavoie	Gré à gré	1 080,00 \$
Trophées (40)	Boutique des métiers d'art du Québec	Gré à gré	12 960,00 \$
Certificats (226)	Groupe ETR	Gré à gré	62,15 \$
Musicien	Christine Boillat, pianiste	Gré à gré	1 000,00 \$
Hébergement	Château Laurier	Gré à gré	12 424,60 \$
Pause-café, location de salle (hôtel) et sonorisation	Château Laurier	Gré à gré	1 890,00 \$
Maître de cérémonie	Jean-Marie Lapointe	Gré à gré	3 750,00 \$
Interprète – Langage des signes	Interprétation signes et paroles inc. (ISEP)	Gré à gré	1 516,80 \$
Allocations de transport aux invités	Multiple	Gré à gré	13 690,14 \$
Transport collectif	Autobus Laval	Gré à gré	575,00 \$
Affiches de signalisation	Groupe ETR	Gré à gré	237,34 \$
Affiche-lutrin	Groupe ETR	Gré à gré	35,00 \$
Transport des lauréats (avion, train, autobus)	Multiple	Gré à gré	3 267,78 \$
Déplacement des membres du comité de sélection et invités d'honneur	Multiple	Gré à gré	1 529,89 \$
DÉPENSES TOTALES PAYÉES AU 31 JANVIER 2025			71 620,00 \$

Cérémonie de dévoilement des résultats et de reconnaissance - Campagne d'Entraide 2023

8 mai 2024 - Agora de l'Assemblée nationale (150 personnes présentes)

Cette cérémonie a deux objectifs :

- Dévoiler le montant amassé lors de la campagne nationale d'Entraide 2023.
- Souligner le dévouement des artisanes et des artisans des campagnes 2023.

	Fournisseur	Mode d'octroi du contrat	Coût
Location de salle, rafraîchissements, logistique (son, éclairage, etc.)	Assemblée nationale du Québec	Gré à gré	10 295,27 \$
Plaques pour trophées	Publicité Méritas	Gré à gré	64,40 \$
Certificats et mentions spéciales	Groupe ETR	Gré à gré	32,22 \$
Photographe	Louise Leblanc	Gré à gré	250,00 \$
Impression (autocollant et panneau de dévoilement)	Groupe ETR	Gré à gré	120,00 \$
Cabine photo (Photobooth)	Photobox Studio (Stéphane Bourgeois, photographe)	Gré à gré	900,00 \$
Impression de la signalisation	Bédard & Prévoist les encadreurs inc.	Gré à gré	78,00 \$
Encadrement des mentions spéciales	Bernard et Prévoist Les Encadreurs	Gré à gré	272,25 \$
DÉPENSES TOTALES PAYÉES AU 31 JANVIER 2025			12 012,14 \$

Colloque sur la simplification de l'accès aux services publics et des démarches des citoyens
(1^{re} édition)

23 octobre 2024 – Centre des congrès de Québec (146 participants, représentant 11 ministères et 7 organismes, ainsi que 15 conférenciers)

Les objectifs poursuivis étaient :

- favoriser l'émergence de collaborations interministérielles;
- favoriser le partage des connaissances en simplification des démarches administratives pour les citoyens;
- donner une impulsion aux efforts de simplification dans l'appareil gouvernemental;
- mettre en valeur les bons coups de l'appareil public en matière de simplification.

	Fournisseur	Mode d'octroi du contrat	Coût
Salles	Centre des congrès	Gré à gré	4 735,00 \$
Logistique, sonorisation et vestiaire	Centre des congrès	Gré à gré	15 578,09 \$
Production et impression (signalisation)	Groupe ETR	Gré à gré	90,00 \$
Repas	Maestro culinaire	Gré à gré	14 971,25 \$
Conférencier	Formax formation motivation inc. (Bruno Guglielminetti)	Gré à gré	5 363,20 \$
Conférencier	En Clair Service-Conseil inc. (Clément Cannon)	Gré à gré	3 662,81 \$
Conférencier	Pierre-Marc Daigneault	Gré à gré	20,00 \$
Conférencier	Virginie Hébert	Gré à gré	284,42 \$
Conférencier	Axelle Barrau	Gré à gré	187,16 \$
Animateur	Pierre Turgeon	Gré à gré	1 350,00 \$
Autres dépenses (fournitures de bureau, cocardes)	Bureau en gros Amazon Eventbrite	Gré à gré	208,21 \$
	Total des dépenses		46 450,14 \$
	Ventes de billets		21 900,00 \$
	Coût total de l'événement pour le Ministère		24 550,14 \$

Forum sur les Alliances pour la solidarité 2024-2025

9 décembre 2024 – Ville-Joie à Trois-Rivières (60 personnes : représentants des Alliances pour la solidarité, représentants d'organismes communautaires, 1 conférencière et 1 experte de vécu)

Le forum avait les objectifs suivants :

- Renforcer la mobilisation des acteurs locaux et régionaux.
- Favoriser le réseautage et les maillages interrégionaux.
- Présenter le Plan d'action gouvernemental visant la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2024-2029.

	Fournisseur	Mode d'octroi du contrat	Coût
Location de salles	Ville-Joie	Gré à gré	2 805,00 \$
Impression affiches signalisation	Graphica	Gré à gré	160,20 \$
Animation	Formax (Yasmine Abdelfadel)	Gré à gré	5 191,80 \$
Traiteur	Ville-Joie	Gré à gré	885,20 \$
	DÉPENSES TOTALES PAYÉES AU 31 JANVIER 2025		9 042,20 \$

SOURCE : Direction générale des communications

COLLABORATIONS : Tous les BSMA

VALIDATION : Direction des opérations financières et comptables

DATE : 5 mars 2025

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-05

Titre :

Liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d'événement ;
- b) le but recherché par chaque dépense;
- c) le nombre total et la liste des formations ventilées par catégorie.

Donnée par un professionnel ou une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d'événement ;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications ;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) ;
- g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu ;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) le nombre total et la liste des formations ventilées par catégories.

Exposé et statistiques

Du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025 : aucune dépense de formation en communication.

SOURCE :

Direction générale des communicationsCOLLABORATION :
Tous les BSMA du Ministère, DGBSMMSG et SCPMT

VALIDATION :

DGRFC

DATE :

28 février 2025

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-06

Titre :

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2023-2024, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

Exposé et statistiques :

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://seao.gouv.qc.ca/>. De plus, pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et est diffusée mensuellement sur le site du ministère. <https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/emploi-solidarite-sociale/acces-information/contrats-engagements-financiers>

Les informations sur les contrats entre 5 000 \$ et 24 999 \$ figurent en annexe.

SOURCE : DGRFC-DGCA

COLLABORATION : s. o.

VALIDATION : s. o.

DATE : 25 mars 2025

Informations complémentaires à la fiche RG-06

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE

RG-06_ANNEXE 1

1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025

Contrats octroyés						
#	N° contrat	Fournisseur	Date contrat	Montant contrat	Mode d'octroi	Description du besoin
1	700 386 726	9198-1118 Québec inc. (Segma Recherche)	2024-08-28	23 110,00 \$	CONTRAT PAR APPEL D'OFFRES SUR	Réalisation d'un sondage de satisfaction à l'égard des services en employabilité
2	700 386 965	Académie Sylbert inc.	2024-06-18	10 300,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Formation en ligne pour l'application OneNote
3	700 392 510	Accès communications / accés communications	2024-10-18	16 560,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Services de communications et accessoires
4	700 390 883	AFI expertise	2024-10-04	14 000,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Formation pour les formateurs
5	700 388 246	Air Liaison inc.	2024-07-15	10 000,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Achat d'un lot de 20 passes de vol d'avion.
6	700 388 732	Association Québécoise de prévention du suicide	2024-07-22	14 250,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Formation virtuelle en prévention du suicide
7	700 391 833	Aviscar inc. (Avis)	2024-10-07	12 000,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Location d'un camion cube de 12 pieds
8	700 386 040	Beyond 20/20	2024-05-24	5 000,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Renouvellement des licences du Prologiciel Beyond 2020

(1) Le fournisseur invité est non-soumissionnaire ou non conforme lorsque le montant est à 0.

N. B. L'utilisation faite par le Ministère des ententes permanentes gouvernementales élaborées par le CSPQ est présentée dans la fiche « Contrats liés à des ententes permanentes gouvernementales »

Source : Direction de la gestion contractuelle

SAGIR

RG06-Annexe01_25-26.xlsx

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE

RG-06_ANNEXE 1

1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025

Contrats octroyés						
#	N° contrat	Fournisseur	Date contrat	Montant contrat	Mode d'octroi	Description du besoin
9	700 391 145	Boisjoli Transport inc.	2024-09-27	6 385,50 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Service de transport pour déménagement
10	700 394 943	Boutiques Métiers d'Art du Québec inc., Les	2025-01-16	13 560,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Statuettes pour les lauréats du prix Hommage bénévolat-Québec
11	700 391 610	Buffets Insère-Jeunes	2024-09-30	13 669,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Service de traiteur pour 2 journées Reconnaissance pour la Direction générale de Services Québec à Montréal
12	700 393 452	Cabinet RH inc., Le	2024-11-20	16 735,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Prévention et gestion des différends en milieu de travail
13	967620-1	Centre d'appui au pouvoir d'agir des communautés locales	2024-10-17	7 509,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sondage sur l'expérience partenariale
14	700 385 369	Clinique d'évaluation neuropsychologique de l'Outaouais inc.	2024-05-24	7 500,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Expertise médicale en neuropsychologie
15	700 388 416	CNW Group ltd.	2024-07-05	13 301,68 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Abonnement à la base de données Eureka
16	700 384 521	Coboom inc.	2024-04-30	16 950,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Conférence de prospective, conception et animation d'un atelier OST (Open Space Technology)
17	700 384 614	Conference Board of Canada, The	2024-04-09	7 310,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Abonnement à une base de données sur les prévisions macroéconomiques
18	700 384 622	Conference Board of Canada, The	2024-04-09	19 995,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Abonnement à des publications sur les prévisions économiques du Canada et du Québec

(1) Le fournisseur invité est non-soumissionnaire ou non conforme lorsque le montant est à 0.

N. B. L'utilisation faite par le Ministère des ententes permanentes gouvernementales élaborées par le CSPQ est présentée dans la fiche « Contrats liés à des ententes permanentes gouvernementales »

Source : Direction de la gestion contractuelle

SAGIR

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE

RG-06_ANNEXE 1

1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025

Contrats octroyés						
#	N° contrat	Fournisseur	Date contrat	Montant contrat	Mode d'octroi	Description du besoin
19	700 384 921	Conférences Isabelle Fontaine	2024-05-02	8 500,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Conférence et atelier expérientiel pour guider le développement de projets et d'initiatives
20	700 385 497	Coopérative de l'université Laval	2024-04-23	7 074,00 \$	CONTRAT PAR APPEL D'OFFRES SUR	Systèmes de verrouillage pour équipements de visioconférence
21	700 386 459	CRC Research inc.	2024-10-17	18 300,00 \$	CONTRAT PAR APPEL D'OFFRES SUR	Recrutement de participants pour des tests utilisateurs
22	700 386 642	Deschamps impression inc.	2024-06-13	11 130,54 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Impression et reliure de l'ouvrage "Classification des tiges d'essences feuillues".
23	700 393 586	Deschamps impression inc.	2024-11-18	11 999,44 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Impression de dépliants
24	700 384 396	Duoson multimédia inc.	2024-04-02	14 000,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Services en audiovisuel pour un forum
25	700 391 852	Duoson multimédia inc.	2024-10-02	9 000,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Équipements audiovisuels et services techniques pour une rencontre de la Commission des partenaires du marché du travail (CPMT)
26	700 392 910	EBSCO Canada ltée	2024-10-29	19 225,85 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Abonnement à la base de données CAB Abstracts
27	700 389 420	EBSCO Canada ltée	2025-01-06	13 880,75 \$	CONTRAT PAR APPEL D'OFFRES PUBLIC	Abonnement à des périodiques grand public pour la Bibliothèque Cécile-Rouleau (lot 2 de l'appel d'offres)

(1) Le fournisseur invité est non-soumissionnaire ou non conforme lorsque le montant est à 0.
 N. B. L'utilisation faite par le Ministère des ententes permanentes gouvernementales élaborées par le CSPQ est présentée dans la fiche « Contrats liés à des ententes permanentes gouvernementales »
 Source : Direction de la gestion contractuelle
 SAGIR
 RG06-Annexe01_25-26.xlsx

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE

RG-06_ANNEXE 1

1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025

Contrats octroyés						
#	N° contrat	Fournisseur	Date contrat	Montant contrat	Mode d'octroi	Description du besoin
28	700 393 211	EBSCO Canada ltée	2024-11-05	11 038,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Abonnement aux bases de données Political Science Complete et Public Affairs Index
29	700 394 124	EBSCO Canada ltée	2024-11-29	24 390,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Renouvellement de la base de Business Source Premier
30	700 385 987	Entreprises Svoboda M V inc., Les	2024-05-08	10 000,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Accès aux périodiques électroniques spécialisés sur les projets d'investissements au Québec.
31	700 381 965	Enveloppe Laurentide inc.	2024-04-04	5 000,00 \$	CONTRAT	Impression enveloppe - ENV-0006
32	700 381 889	Enveloppe Laurentide inc.	2024-04-12	12 495,00 \$	CONTRAT PAR APPEL D'OFFRES SUR	Impression d'enveloppes ENV-1001
33	700 387 890	Enveloppe Laurentide inc.	2024-08-23	6 133,40 \$	CONTRAT PAR APPEL D'OFFRES SUR	Impression d'enveloppes ENV-0076
34	700 390 466	Enveloppe Laurentide inc.	2024-10-15	5 792,00 \$	CONTRAT PAR APPEL D'OFFRES SUR	Impression d'enveloppes ENV-1025
35	700 386 928	Équilibre Traiteur	2024-05-31	9 019,50 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Service de traiteur
36	700 392 201	Évènements Encore Global [Canada]	2024-10-22	15 000,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Équipements audiovisuels et services techniques pour un événement du ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS)
37	700 394 151	Eximm-Complexe de Ville inc.	2024-12-18	5 390,65 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Service d'agents de sécurité pour le bureau de Services Québec de Sainte-Foy

(1) Le fournisseur invité est non-soumissionnaire ou non conforme lorsque le montant est à 0.
 N. B. L'utilisation faite par le Ministère des ententes permanentes gouvernementales élaborées par le CSPQ est présentée dans la fiche « Contrats liés à des ententes permanentes gouvernementales »
 Source : Direction de la gestion contractuelle
 SAGIR
 RG06-Annexe01_25-26.xlsx

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE

RG-06_ANNEXE 1

1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025

Contrats octroyés						
#	N° contrat	Fournisseur	Date contrat	Montant contrat	Mode d'octroi	Description du besoin
38	700 388 973	Fédération des Chambres de Commerce de la Province de Québec, La (FCCQ)	2024-08-14	7 500,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Proposition de candidatures de représentants régionaux pour les conseils régionaux des partenaires du marché du travail
39	700 385 235	Formation Qualitemps	2024-05-23	8 250,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Formation en classe virtuelle pour la technologie SharePoint.
40	700 393 633	Formation Qualitemps	2024-12-17	5 500,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Formation sur le service à la clientèle
41	700 393 924	Formax formation motivation inc.	2024-11-29	5 191,80 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Services d'animation d'un forum
42	700 389 999	G. Doyon Cuisine inc.	2024-08-12	9 174,00 \$	CONTRAT PAR APPEL D'OFFRES SUR	Achat de trois réfrigérateurs à grande capacité dans le cadre du projet de relocalisation au 1000, rue Fullum à Montréal.
43	700 391 843	Gestion Espace 360 inc.	2024-10-02	10 000,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Location de salle incluant les services de traiteur pour une rencontre de la Commission des partenaires du marché du travail (CPMT)
44	700 383 812	Gestion Licorne inc.	2024-05-01	13 200,00 \$	CONTRAT PAR APPEL D'OFFRES SUR	Impression de formulaires de déclaration de naissance
45	700 387 535	Gestion Licorne inc.	2024-08-23	10 248,00 \$	CONTRAT PAR APPEL D'OFFRES SUR	Impression du formulaire SR-2204-F
46	700 393 121	Gestion Licorne inc.	2024-12-18	6 325,00 \$	CONTRAT PAR APPEL D'OFFRES SUR	Impression de formulaires de déclaration de naissance

(1) Le fournisseur invité est non-soumissionnaire ou non conforme lorsque le montant est à 0.

N. B. L'utilisation faite par le Ministère des ententes permanentes gouvernementales élaborées par le CSPQ est présentée dans la fiche « Contrats liés à des ententes permanentes gouvernementales »

Source : Direction de la gestion contractuelle

SAGIR

RG06-Annexe01_25-26.xlsx

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE

RG-06_ANNEXE 1

1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025

Contrats octroyés						
#	N° contrat	Fournisseur	Date contrat	Montant contrat	Mode d'octroi	Description du besoin
47	700 391 163	Gosselin Photo Vidéo inc.	2024-09-18	11 400,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Matériel vidéo pour tournage
48	700 390 185	Graphica impression inc.	2024-08-28	6 492,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Impression de papillons pour la promotion des services publics d'emploi
49	700 394 001	Groupe Audaz inc.	2024-12-11	20 988,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Impression du Guide pratique des secouristes en milieu de travail
50	700 393 678	Groupe de sécurité Garda s.e.n.c.	2024-11-18	13 423,20 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Services d'agents de sécurité pour les bureaux de Services Québec de Baie-Comeau et de Sept-Îles.
51	700 393 925	Groupe de sécurité Garda s.e.n.c.	2024-12-27	23 568,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Services d'agents de sécurité dans trois bureaux de Services Québec en Estrie
52	700 389 673	Groupe ETR	2024-08-19	9 409,01 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Impression de supports promotionnels Services Québec avec sacs de transport rigides
53	700 388 917	Groupe informatique Technologia inc.	2024-07-18	23 200,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Quatre formations liées à la gestion de projets
54	700 385 158	Groupe Magnitude inc.	2024-05-01	10 464,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Impression de cartons à dossier avec attache
55	700 385 972	Groupe Magnitude inc.	2024-06-13	8 993,00 \$	CONTRAT PAR APPEL D'OFFRES SUR	Impression d'enveloppes pour la campagne Entraide

(1) Le fournisseur invité est non-soumissionnaire ou non conforme lorsque le montant est à 0.

N. B. L'utilisation faite par le Ministère des ententes permanentes gouvernementales élaborées par le CSPQ est présentée dans la fiche « Contrats liés à des ententes permanentes gouvernementales »

Source : Direction de la gestion contractuelle

SAGIR

RG06-Annexe01_25-26.xlsx

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE

RG-06_ANNEXE 1

1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025

Contrats octroyés						
#	N° contrat	Fournisseur	Date contrat	Montant contrat	Mode d'octroi	Description du besoin
56	700 392 567	Groupe Magnitude inc.	2024-10-30	10 986,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Impression de cartons à dossier avec attache
57	700 392 833	Groupe Magnitude inc.	2024-11-11	7 947,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Impression de chemises à rebord double coupé droit
58	700 385 966	Hôtel Château Laurier Québec	2024-05-01	11 000,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Assemblée délibérante spéciale des membres de la Commission des partenaires du marché du travail
59	700 384 957	Immigrant Québec	2024-05-15	21 000,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Équipements et services techniques pour deux éditions du Salon de l'immigration au Québec
60	700 384 798	Impression Numérix inc.	2024-05-02	20 375,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Impression et reliure de l'ouvrage "Flécher pour transmettre un savoir-faire patrimonial"
61	700 390 362	Impressions Bourg-Royal inc., Les	2024-08-29	6 269,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Impression de papillons pour la promotion des services publics d'emploi
62	700 393 624	Impressions Stampa inc., Les	2025-01-22	24 150,00 \$	CONTRAT PAR APPEL D'OFFRES SUR	Impression de trois lots de mises à jour de la collection Ouvrages routiers
63	700 389 315	Lapointe, Jean-Marie (003)	2024-08-20	9 000,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Conférence sur l'itinérance
64	700 385 188	LexisNexis Canada inc.	2024-04-18	5 340,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Abonnement à la base de données Quicklaw

(1) Le fournisseur invité est non-soumissionnaire ou non conforme lorsque le montant est à 0.

N. B. L'utilisation faite par le Ministère des ententes permanentes gouvernementales élaborées par le CSPQ est présentée dans la fiche « Contrats liés à des ententes permanentes gouvernementales »

Source : Direction de la gestion contractuelle

SAGIR

RG06-Annexe01_25-26.xlsx

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE

RG-06_ANNEXE 1

1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025

Contrats octroyés						
#	N° contrat	Fournisseur	Date contrat	Montant contrat	Mode d'octroi	Description du besoin
65	700 386 505	Logiciels Upland inc.	2024-05-24	9 675,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Services de soutien à la migration et aux travaux d'amélioration des serveurs PlanetPress Suite
66	700 392 248	Maestro Culinaire	2024-10-01	16 000,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Colloque sur la simplification de l'accès aux services publics et des démarches des citoyens
67	700 383 198	Marquis Imprimeur inc.	2024-04-18	11 434,50 \$	CONTRAT PAR APPEL D'OFFRES SUR	Impression et reliure du Code de procédure pénale annoté
68	700 385 764	MBH Aménagement + mobilier de bureau	2024-05-03	7 697,91 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Mobilier et fournitures pour l'accueil dynamique du bureau de Services Québec de Saint-Jérôme
69	700 392 361	Mon Avenir TI	2024-10-21	5 000,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Adhésion à Mon avenir TI
70	700 391 835	Penske Truck Leasing Canada inc.	2024-10-08	23 000,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Location d'un camion cube de 26 pieds
71	700 385 519	Plav Audio (9049-4139 Québec inc.)	2024-05-03	15 200,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Équipements audiovisuels et services techniques pour un événement du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ)
72	700 383 517	Productions David Goudreault inc.	2024-04-09	10 000,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Accompagnement et collaboration pour l'enregistrement d'un balado destiné au personnel du Ministère
73	700 392 331	Proquest LLC	2024-10-15	13 911,55 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Abonnement à la base de données Proquest

(1) Le fournisseur invité est non-soumissionnaire ou non conforme lorsque le montant est à 0.

N. B. L'utilisation faite par le Ministère des ententes permanentes gouvernementales élaborées par le CSPQ est présentée dans la fiche « Contrats liés à des ententes permanentes gouvernementales »

Source : Direction de la gestion contractuelle

SAGIR

RG06-Annexe01_25-26.xlsx

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE

RG-06_ANNEXE 1

1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025

Contrats octroyés						
#	N° contrat	Fournisseur	Date contrat	Montant contrat	Mode d'octroi	Description du besoin
74	700 389 623	Relais Nordik inc.	2024-09-04	7 738,40 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Tournée régionale de la ministre par bateau
75	700 386 103	Réseautique Cfo	2024-05-21	6 238,75 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Installation/relocalisation de câbles
76	700 386 039	Séminaire de Québec	2024-05-21	7 020,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Location de salle incluant l'équipement sonore et audiovisuel ainsi que les services techniques
77	700 384 488	SIA Innovations Inc.	2024-06-11	22 320,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Installation d'un module d'automatisation robotique des processus et accompagnement dans le cadre du projet d'automatisation du traitement des factures d'ambulance.
78	700 393 689	Société Générale de Surveillance et d'Investigation	2024-11-27	19 200,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Services d'agents de sécurité pour des bureaux de Services Québec des régions de Laval et des Laurentides
79	700 382 624	Supremex inc.	2024-04-10	9 330,00 \$	CONTRAT PAR APPEL D'OFFRES SUR	Impressions d'enveloppes ENV-077
80	700 392 577	Supremex inc.	2024-10-30	7 985,00 \$	CONTRAT PAR APPEL D'OFFRES SUR	Impression d'enveloppes ENV-0025
81	700 392 330	Supremex inc.	2024-11-18	5 196,60 \$	CONTRAT PAR APPEL D'OFFRES SUR	Impression d'enveloppes ENV-1004
82	700 391 297	TEK location informatique	2024-09-20	18 000,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Location d'accessoires et équipements de type écran tactile pour des événements publics (expositions, salons)

(1) Le fournisseur invité est non-soumissionnaire ou non conforme lorsque le montant est à 0.

N. B. L'utilisation faite par le Ministère des ententes permanentes gouvernementales élaborées par le CSPQ est présentée dans la fiche « Contrats liés à des ententes permanentes gouvernementales »

Source : Direction de la gestion contractuelle

SAGIR

RG06-Annexe01_25-26.xlsx

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE

RG-06_ANNEXE 1

1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025

Contrats octroyés						
#	N° contrat	Fournisseur	Date contrat	Montant contrat	Mode d'octroi	Description du besoin
83	700 390 861	Traductions Waterhouse inc., Les	2024-09-16	7 000,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Services de traduction du français vers l'anglais
84	700 394 816	Uline Canada Corporation	2024-11-21	14 300,18 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Coffres-forts pour les Bureaux de Services Québec de Montréal
85	700 383 732	Ultime Sécurité Leader Protection inc.	2024-04-05	12 474,91 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Services d'agents de sécurité pour les bureaux de Services Québec de Joliette et de Terrebonne
86	700 395 218	Vidéotron Itée	2025-01-08	11 884,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Frais d'installation du service Vidéotron
87	700 394 349	Vitrerie du Bas du Fleuve 2016 inc.	2024-11-12	5 772,28 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Travaux d'ajout de 3 cloisons vitrées pour les postes de travail des préposés aux renseignements au bureau de Services Québec de Rimouski.
Total				1 031 276,40 \$		

(1) Le fournisseur invité est non-soumissionnaire ou non conforme lorsque le montant est à 0.

N. B. L'utilisation faite par le Ministère des ententes permanentes gouvernementales élaborées par le CSPQ est présentée dans la fiche « Contrats liés à des ententes permanentes gouvernementales »

Source : Direction de la gestion contractuelle

SAGIR

RG06-Annexe01_25-26.xlsx

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-09

Titre :

Pour chaque projet de développement informatique, infonuagique ou de modernisation des systèmes informatiques au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associées au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour. Le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce jour;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics;
- m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2024-2025.

Exposé et statistiques :

Pour les sous-questions a), b), d), e), f), g) et i), l'information sur les projets informatiques de plus de 500 000 \$ est disponible sur le site Internet du Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivante : <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca>.

Pour la sous-question m) :

Aucune pénalité n'a été appliquée à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2024-2025.

SOURCE : DBP
COLLABORATION : DGRFC-SCRFI
VALIDATION : DGRFC-SCRFI
DATE : 11 mars 2025

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-10

Titre : Concernant l'hébergement de données en infonuagique, fournir :

- a. les coûts estimés par année;
- b. les coûts totaux réels pour l'hébergement de données;
- c. les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité;
- d. la liste des fournisseurs;
- e. une copie du plan de déploiement.

Exposé et statistiques :

b) et c)

Pour le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, la facturation globale des solutions infonuagiques en 2024-2025 est de 1 919 894 \$ au 31 janvier 2025. Aucune dépense n'a été occasionnée relativement à des coûts pour dépassement de capacité, par solution infonuagique, pour l'année 2024-2025.

d)

Les informations concernant la liste des fournisseurs et des prestataires de services qualifiés par appel d'intérêt en infonuagique est disponible sur Internet à l'adresse suivante: <https://www.quebec.ca/gouvernement/faire-affaire-gouvernement/services-organisations-publiques/services-de-plateformes-technologiques/courtier-infonuagique>.

SOURCE : DGPRITN

COLLABORATION : DGRFC, SCRFI

VALIDATION : s. o.

DATE : 12 mars 2025

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-11

Titre :

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2024-2025 (ventilier par mois), de chacune des dépenses suivantes :

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau;
- c) l'ameublement;
- d) la décoration et l'embellissement, incluant les œuvre d'art et les frais pour l'entretien des plantes;
- e) le distributeur d'eau de source;
- f) le remboursement des frais de transport;
- g) le remboursement des frais d'hébergement;
- h) le remboursement des frais de repas;
- i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - I. a) au Québec;
 - II. b) à l'extérieur du Québec.

Exposé et statistiques :

Les dépenses pour le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, pour la période du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025, sont les suivantes :

Photocopie :	<u>298 \$</u>
Mobilier de bureau et ameublement :	<u>0 \$</u>
Décoration et embellissement :	<u>0 \$</u>
Distributeur d'eau de source :	<u>0 \$</u>
Frais de transport, d'hébergement et de repas :	<u>204 180 \$</u>
Frais d'alcool et de fêtes :	<u>0 \$</u>
Perfectionnement :	<u>8 131 \$</u>

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

SOURCE : DGRFC-DOFC
COLLABORATION : s. o.
VALIDATION : s. o.
DATE : 17 mars 2025

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-12

Titre :

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2024-2025, ventilé par mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie :

- a. le coût des contrats téléphoniques;
- b. le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
- c. le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme ;
- d. les coûts de résiliation, s'il y a lieu;
- e. le nombre de téléphones cellulaires et téléphones intelligents;
- f. les coûts d'acquisition des appareils;
- g. le coût d'utilisation des appareils;
- h. les noms des fournisseurs;
- i. les ordinateurs portables;
- j. les iPad ou autre type de tablette électronique

Exposé et statistiques :

- Coût des frais d'itinérance : 3 192,74 \$
- Coût lié aux dépassements des forfaits de données : 0,00 \$
- Coût de résiliation : 0,00 \$

Pour les sous-questions a), f), g) et h), l'information fournie en réponse à ces questions est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 25).

[Dépenses du Ministère pour 2024-2025 | Gouvernement du Québec](#)

SOURCE : Direction générale des ressources technologiques, documentaires et immobilières, Secteur des services à la gestion

COLLABORATION : S. O.

VALIDATION : S. O.

DATE : 18 mars 2025

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-13

Titre :

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 :

- a-b) Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) ; de 35 ans et plus et de 35 ans et moins;
- c) Le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
- d) Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
- e) Le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.), le coût moyen par employé, selon la classe de travail;
- f) Le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;
- g) Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
- h) Le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;
- i) L'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- j) L'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
- k) Le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
- l) Pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2025-2026 ; le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;
- m) Le nombre d'employés permanents et temporaires;
- n) Le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ;
- o) Le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi;
- p) L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs;
- q) Le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.
- r) Le nombre de postes demeurés vacants en raison des mesures de contrôle des dépenses (gel de recrutement) décrétées par le gouvernement du Québec le 1^{er} novembre 2024.

Exposé et statistiques :

a-b) Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et plus et de 35 ans et moins

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

c) Le nombre total de jours de maladie pris par le personnel

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

d) Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

e) Le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.), le coût moyen par employé, selon la classe de travail

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

f) Le nombre total de jours de vacances pris par le personnel

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

g) Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

h) Le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1^o de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

i) L'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions)

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

j) L'évolution du nombre d'employés réguliers bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir (expert et émérite)

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

k) Le nombre d'employés réguliers bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

l) Le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emplois pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

m) Le nombre d'employés permanents et temporaires

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

n) Le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

o) Le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi

Une telle donnée n'est plus disponible considérant que désormais, le Ministère a privilégié le suivi des heures rémunérées plutôt qu'une gestion liée au concept de postes et d'ETC.

Le suivi des effectifs gouvernementaux s'effectue en heures rémunérées, ce qui permet de faire l'adéquation entre les budgets de rémunération des ministères et organismes et leur consommation réelle en heures rémunérées. L'information relative à l'utilisation des ressources humaines est présentée au rapport annuel de gestion.

p) L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

q-r) Le nombre de postes vacants

Une telle donnée n'est plus disponible considérant que désormais, le Ministère a privilégié le suivi des heures rémunérées plutôt qu'une gestion liée au concept de postes et d'ETC.

Le suivi des effectifs gouvernementaux s'effectue en heures rémunérées, ce qui permet de faire l'adéquation entre les budgets de rémunération des ministères et organismes et leur consommation réelle en heures rémunérées. L'information relative à l'utilisation des ressources humaines est présentée au rapport annuel de gestion.

SOURCE : DGRH

COLLABORATIONS : DGRFC-DEBF-SEB

VALIDATION : S. o.

DATE : 5 mars 2025

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-14

Titre :

Pour chaque ministère et organisme pour l'année 2024-2025 et les prévisions pour l'année 2025-2026 :

- a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées.
- b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines.
- c) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

Exposé et statistiques :

- a) **Le nombre de départs à la retraite en 2024-2025, incluant le total et la ventilation des indemnités versées**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

- b) **Le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines**

Les règles gouvernementales relatives au taux de renouvellement de l'effectif à la suite des départs à la retraite ont pris fin le 31 mars 2015.

- c) **Le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats**

Au cours de l'année 2024-2025, le Ministère a engagé, à titre d'employés occasionnels, 114 retraités de la fonction publique.

SOURCE :

DGRH

COLLABORATION :

S. o.

VALIDATION :

S. o.

DATE :

2025-02-20

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-15

Titre :

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2024-2025 en indiquant pour chacun d'eux :

- l'emplacement de la location;
- la superficie totale pour chaque local loué;
- le coût de ladite location;
- les coûts d'aménagement et de rénovation réalisés depuis le 1^{er} avril 2024, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- la durée du bail;
- le propriétaire de l'espace loué;
- en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation;
- la superficie totale réellement occupée;
- la superficie inoccupée;
- le coût de location au mètre carré;
- le nom des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

Exposé et statistiques :

Les renseignements quant à l'emplacement de la location, à la superficie totale pour chaque local loué et au coût total de ladite location sont disponibles dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet du Ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (article 4, paragraphe 27 [Dépenses du Ministère pour 2024-2025 | Gouvernement du Québec](#)).

Total des coûts d'aménagement et de rénovation pour la période du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025 : 96 704,54 \$

Durée des baux : Le Ministère ne possède pas cette information, car tous les espaces qu'il occupe sont sous entente d'occupation avec la SQI.

Propriétaires : Le Ministère ne possède pas cette information, car tous les espaces qu'il occupe sont sous entente d'occupation avec la SQI.

Coûts de résiliation : Le Ministère ne possède pas cette information, car tous les espaces qu'il occupe sont sous entente d'occupation avec la SQI.

SOURCE : Direction générale des ressources technologiques, documentaires et immobilières, Secteur des services à la gestion

COLLABORATION : S. O.

VALIDATION : S. O.

DATE : 20 mars 2025

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-17

Titre :

Pour la direction générale du Ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2024-2025, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et des autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :

- a) les dates des travaux;
- b) les coûts;
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

Exposé et statistiques :

En 2024-2025, un total de 224,16 \$ a été payé pour divers aménagements.

L'information fournie inclut les cabinets ministériels. Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le *Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien* de l'Assemblée nationale du Québec.

SOURCE : Direction générale des ressources technologiques, documentaires et immobilières, Secteur des services à la gestion

COLLABORATION : S. o.

VALIDATION : Direction générale des ressources financières et contractuelles

DATE : 11 mars 2025

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-18

Titre :

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2024-2025, en indiquant pour chaque individu :

- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant ;
- b) le titre de la fonction ;
- c) l'adresse du port d'attache ;
- d) la masse salariale totale par cabinet ;
- e) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés ;
- f) la prime de départ versée, le cas échéant ;
- g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève ;
- h) la description de tâches ;
- i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2024-2025 ;
- j) le nombre total d'employés au cabinet ;
- k) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée ;
- l) si l'employée a, ou non, signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.

Exposé et statistiques :

b) et c)

Cabinet ministériel de madame Kateri Champagne Jourdain à titre de ministre de l'Emploi et ministre responsable de la région de la Côte-Nord

NOM	FONCTION	PORT D'ATTACHE
Bélisle, Jessica ¹	Conseillère politique	Sept-Îles
Bouffard-Dumas, Loïc	Conseiller politique	Montréal
Girard, Dominique	Conseillère politique	Sept-Îles
Jones, Mélissa	Conseillère politique	Sept-Îles
Lépine, Sébastien ¹	Directeur de cabinet	Québec
Paquet, Émilie	Conseillère politique	Sept-Îles
Savard Émilie ¹	Attachée politique	Québec
St-Pierre, Fanny	Attachée politique	Québec
Troittier-Lavoie, Bénédicte	Conseillère politique	Québec

(1) Ces employés ont quitté le cabinet ministériel au courant de l'année 2024-2025.

Cabinet ministériel de madame Chantal Rouleau à titre de ministre responsable de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire

NOM	FONCTION	PORT D'ATTACHE
Boutin, Guy	Attaché politique	Montréal
Gratton, Claudine	Conseillère politique	Montréal
Labre, Jean-Philippe	Attaché politique	Montréal
Langelier, Simon ¹	Directeur de cabinet	Montréal
Lapointe, Mario	Directeur de cabinet	Montréal
Lemire, Louis-Antoine	Conseiller politique	Québec
Nesterenko, Catherine ¹	Conseillère politique	Montréal
Paquet, Chantal	Attachée politique	Québec

(1) Cet employé a quitté le cabinet ministériel au courant de l'année 2024-2025.

d) Masse salariale totale par cabinet

Cabinet ministériel de madame Kateri Champagne Jourdain, ministre de l'Emploi :

- Masse salariale autorisée au 1^{er} avril 2024 : 858 000 \$
- Masse salariale autorisée au 24 juin 2024 : 875 160 \$
- Masse salariale associée à l'exercice financier 2024-2025 est de 871 215 \$.

Cabinet ministériel de madame Chantal Rouleau, ministre responsable de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire :

- Masse salariale autorisée au 1^{er} avril 2024 : 759 200 \$
- Masse salariale autorisée au 24 juin 2024 : 774 384 \$
- Masse salariale associée à l'exercice financier 2024-2025 est de 770 893 \$.

SOURCE : DGRH
COLLABORATION : DGRFC-DEBF-SEB
VALIDATION : S.O.
DATE : 5 mars 2025

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-20

Titre :

Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
- e) la date de l'assignation hors structure;
- f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu ;
- g) les prévisions pour 2025-2026.

Exposé et statistiques :

Il n'y a aucun personnel hors structure au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

Note : Le terme "Hors structure" s'applique au personnel d'encadrement. Le terme "Structure" fait référence à la structure administrative du Ministère.

SOURCE : DGRH

COLLABORATION : S. o.

VALIDATION : S. o.

DATE : 2025-02-04

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-23

Titre :

La liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale;
- e) l'assignation actuelle;
- f) la date de l'assignation hors structure;
- g) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

Exposé et statistiques :

Pour 2024-2025, une personne cadre est visée par cette situation :

Poste occupé et nom de l'organisme:

Directeur du bureau de la présidente de la Commission de la fonction publique (CFP)

Mandat :

Travaux en lien avec la performance organisationnelle et le positionnement public de la CFP

Assignation initiale :

Directeur de l'État civil au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale

Assignation actuelle :

Commission de la fonction publique

Date de l'assignation :

29 janvier 2025

Date de la fin de l'assignation :

29 juillet 2025

SOURCE : DGRH

COLLABORATION : S. o.

VALIDATION : S. o.

DATE : 2025-03-13

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-24

Titre :

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2024-2025, en précisant pour chaque abonnement :

- a) le coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service;
- d) s'il a été réalisé par le cabinet ministériel ou à sa demande.

Ventiler le montant total par catégories.

Exposé et statistiques :

Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale a déboursé une somme de 186 321 \$ pour la période du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025.

Voir la liste des fournisseurs en annexe.

L'information fournie inclut les cabinets ministériels.

SOURCE : DGRFC-DOFC
COLLABORATION : DGRTDI
VALIDATION : S. o.
DATE : 10 mars 2025

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-24 — ANNEXE 1

Liste des fournisseurs

Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025

Fournisseurs	
All Seasons Publications Ltd.	Les Affaires
BioOne	Les coops de l'information
CNW Group Ltd.	Les Entreprises Svoboda M V inc.
Courrier International	Lexisnexis Canada inc.
EBSCO Canada ltée	Librairie Wilson et Lafleur inc.
Éditions de Septentrion inc.	Messageries Dynamiques
Fédération Histoire Québec	North American Maple Syrup Council (NAMSC)
Feedly	Premières Nations
Gestion, revue internationale de gestion	Proquest LLC
Journal de l'assurance	Quebec Anglophone Heritage Network
Journal de Québec	Revue les libraires
Journal La Sentinelle	Services documentaires multimédia [S.D.M.] inc.
L'Actualité	Société Trader Corporation
Le Canada Français	Thomson Reuters Canada
Le Devoir inc.	Tire-Média
Le Droit	Union Nationale de l'Apiculture Française
L'Écho de Frontenac	Wolters Kluwer Canada Limited
L'École branchée	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-25

Titre :

Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

Exposé et statistiques :

Pour les éléments demandés, il n'y a eu que des sommes déboursées pour des billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce entre le 1^{er} avril 2024 et le 31 janvier 2025 pour une somme de 6 238,45 \$ (Annexe).

--

SOURCE : DGRFC-DOFC

COLLABORATION : s. o.

VALIDATION : s. o.

DATE : 10 mars 2025

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-25 — ANNEXE 1

BILLET D'ÉVÉNEMENTS ET DE CONFÉRENCES ORGANISÉES PAR LES CHAMBRES DE COMMERCE

1^{er} AVRIL 2024 AU 31 janvier 2025

ORGANISATION	MONTANT
Chambre de commerce Bellechasse-Etchemin	250,00 \$
Chambre de commerce de Gatineau	20,00 \$
Chambre de commerce de l'Est de Montréal	1 188,00 \$
Chambre de commerce de Sainte-Adèle	20,00 \$
Chambre de commerce de Sept-Îles et Uashat mak Mani-utenam	97,00 \$
Chambre de commerce du Grand Joliette	853,35 \$
Chambre de commerce du Grand Mont-Tremblant	135,00 \$
Chambre de commerce du Montréal Métropolitain	266,32 \$
Chambre de commerce et de l'industrie de Québec	131,25 \$
Chambre de commerce et de tourisme de la Vallée de Saint-Sauveur	50,00 \$
Chambre de commerce et d'Industrie de la MRC de Maskinongé	30,00 \$
Chambre de commerce et d'industrie de la MRC de Montcalm	80,00 \$
Chambre de commerce et d'industrie de Laval	215,26 \$
Chambre de commerce et d'industrie de Manicouagan	50,00 \$
Chambre de commerce et d'industrie de Rouyn-Noranda	1 060,00 \$
Chambre de commerce et d'industrie du Centre Abitibi	290,00 \$
Chambre de commerce et d'industrie Lac-Saint-Jean-Est	69,58 \$
Chambre de commerce et d'industrie Nouvelle-Beauce	150,00 \$
Chambre de commerce et d'industrie Saguenay-le-Fjord	595,00 \$
Chambre de commerce et d'industries de Trois-Rivières	610,00 \$
Chambre de commerce Haute-Côte-Nord	77,69 \$
Total	6 238,45

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-26

Titre :

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web ;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site ;
- c) les coûts de construction du site ;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour ;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement) ;
- f) le nombre de visiteurs « hits » par mois ;
- g) le nombre de visiteurs uniques mensuellement ;
- h) les coûts liés à la réservation de noms de domaines ;
- i) la fréquence moyenne de mise à jour ;
- j) le responsable du contenu sur le site.

Pour 2024,2025 (soit du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025) :

a) Site ministériel (www.mtess.gouv.qc.ca) Les contenus ont été transférés sur Québec.ca et l'adresse redirige vers Québec.ca, depuis le 1 ^{er} décembre 2023.	
b) Conception du site	S. O.
c) Coûts de construction du site	S. O.
d) Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour	Hébergement, entretien et mise à jour : 31 399,31 \$
e) Coûts de modernisation ou de refonte	S. O.
h) Coûts liés à la réservation de noms de domaines	1 863 \$

a) Site Emploi-Québec (www.emploi.quebec.gouv.qc.ca) Site informationnel et services interactifs et transactionnels : SimulAide et SimulRevenu (Québec Emploi exclu). Tous les contenus ont été transférés sur Québec.ca et l'adresse redirige vers Québec.ca, depuis le 14 décembre 2023.	
b) Conception du site	S. O.
c) Coûts de construction du site	S. O.
d) Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour	Hébergement, entretien et mise à jour : 188 495,86 \$ Hébergement SimulAide : coûts regroupés et déclarés dans les coûts du site Bibliothèques gouvernementales.
e) Coûts de modernisation ou de refonte	S. O.
h) Coûts liés à la réservation de noms de domaines	2 503 \$

a) Site Mon dossier Aide à l'emploi — Assistance sociale (https://mondossier.mtess.gouv.qc.ca) Site transactionnel référencé sur Québec.ca	
b) Conception du site	MESS
c) Coûts de construction du site	S. O.
d) Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour	Hébergement, entretien et mise à jour : 140 548,57 \$
e) Coûts de modernisation ou de refonte	S. O.
h) Coûts liés à la réservation de noms de domaines	S. O.

a) Site Conseil emploi métropole
(www.emploi-metropole.org)

b) Conception du site	MESS
c) Coûts de construction du site	0 \$
d) Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour	Hébergement, entretien et mise à jour : 0 \$
e) Coûts de modernisation ou de refonte	S. O.
h) Coûts liés à la réservation de noms de domaines	108 \$

a) Site Directeur de l'état civil (www.etatcivil.gouv.qc.ca)
Site informationnel et transactionnel

b) Conception du site	Référence Systèmes inc.
c) Coûts de construction du site	Non connu (1999)
d) Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour	Hébergement, entretien et mise à jour : 1 541,90 \$
e) Coûts de modernisation ou de refonte	0 \$
h) Coûts liés à la réservation de noms de domaines	372 \$

a) Site du Registraire des entreprises (www.registreentreprises.gouv.qc.ca)

Site informationnel et transactionnel destiné à tous ceux qui ont des obligations envers le Registraire des entreprises. Les contenus ont été migrés sur Québec.ca, depuis le 26 septembre 2023.

b) Conception du site	
c) Coûts de construction du site	
d) Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour	Hébergement, entretien et mise à jour : ressources internes du Ministère et de Revenu Québec (coûts remboursés par le Ministère en vertu d'une entente de services globale).
e) Coûts de modernisation ou de refonte	S. O.
h) Coûts liés à la réservation de noms de domaines	200 \$

a) Site des Publications du Québec (www.publicationsduquebec.gouv.qc.ca)

Site informationnel et services interactifs et transactionnels : catalogue des Publications du Québec, Gazette officielle du Québec, lois et règlements, produits en ligne

b) Conception du site	Salesforce
c) Coûts de construction du site	Acquisition de la solution * : 29 juin 2023 Contrat d'acquisition (licences) : <ul style="list-style-type: none"> 225 636,82 \$ (année 1 - juillet 2023 à juin 2024) 372 741,88 \$ (année 2 - juillet 2024 à juin 2025) Contrat de service professionnel (installation et intégration): <ul style="list-style-type: none"> 725 625,00 \$ (juillet 2023 à mars 2024) 349 375,00 \$ (avril 2024 à juin 2024)
d) Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour	Hébergement, entretien et mise à jour : 77 821,51 \$ (incluant le site LégisQuébec et droit auteur)
e) Coûts de modernisation ou de refonte	S. O.
h) Coûts liés à la réservation de noms de domaines	0 \$ (inclus dans la licence d'utilisation)

*En mai 2024, la nouvelle solution de commerce électronique a été livrée.

a) Site LégisQuébec (www.legisquebec.gouv.qc.ca) Site informationnel	
b) Conception du site	Irosoft inc.
c) Coûts de construction du site	352 616 \$ (2016)
d) Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour	Hébergement, entretien et mise à jour : 0 \$ (Hébergement inclus dans le site des Publications du Québec)
e) Coûts de modernisation ou de refonte	S. O.
h) Coûts liés à la réservation de noms de domaines	S. O.

a) Site des Bibliothèques gouvernementales (www.bibliotheque.gouv.qc.ca)	
b) Conception du site	CSPQ (maintenant le MCN)
c) Coûts de construction du site	0 \$
d) Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour	Hébergement, entretien et mise à jour : 27 784,43 \$ (incluant les sites suivants hébergés sur le même serveur : site clicSÉQUR (informationnel), site SimulAide et site Ministère du travail).
e) Coûts de modernisation ou de refonte	S. O.
h) Coûts liés à la réservation de noms de domaines	248 \$

a) Site Québec emploi (www.quebecemploi.gouv.qc.ca) Note : Je travaille ! est fermé depuis le 7 mai 2021 et est remplacé par Québec emploi depuis le 8 mai 2021. Québec emploi remplace également Placement en ligne.	
b) Conception du site	Momentum Technologies inc.
c) Coûts de construction du site	1 916 813 \$ Les coûts de construction d'entretien et de mise à jour sont répartis sur la durée totale du contrat
d) Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour	Hébergement, entretien et mise à jour : 0 \$ L'entretien et les mises à jour sont inclus dans les coûts de construction.
e) Coûts de modernisation ou de refonte	S. O.
h) Coûts liés à la réservation de noms de domaines	248 \$

a) Site Entreprises Québec (Zone entreprise Gouvernement du Québec) Les contenus du site informationnel ont été transférés sur Québec.ca. Le site transactionnel Zone entreprise perdue et est accessible depuis Québec.ca.	
b) Conception du site	S.O.
c) Coûts de construction du site	S.O.
d) Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour	Hébergement, entretien et mise à jour : 896 949,53 \$
e) Coûts de modernisation ou de refonte	S. O.
h) Coûts liés à la réservation de noms de domaines	248 \$

a) Site chieSÉQUR Citoyens et Entreprises (www.info.chiesequeur.gouv.qc.ca) Site informationnel et transactionnel	
b) Conception des sites	Non connu
c) Coûts de construction du site	Non connu (2005)
d) Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour	Hébergement des services transactionnels, entretien et mise à jour : 755 382,98 \$ Hébergement des services informationnels : coûts regroupés et déclarés dans les coûts du site des Bibliothèques gouvernementales.
e) Coûts de modernisation ou de refonte	0 \$
h) Coûts liés à la réservation de noms de domaines	124 \$

a) Site Service québécois de changement d'adresse (www.adresse.gouv.qc.ca) Site informationnel et transactionnel	
b) Conception du site	CSPQ (maintenant le MCN)
c) Coûts de construction du site	0 \$
d) Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour	Hébergement, entretien et mise à jour : 56 108,33 \$
e) Coûts de modernisation ou de refonte	S. O.
h) Coûts liés à la réservation de noms de domaines	124 \$

a) Site Localisateur de bureaux de Services Québec (www.localisateur.servicesquebec.gouv.qc.ca)	
b) Conception du site	MESS
c) Coûts de construction du site	0 \$ (2020)
d) Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour	Hébergement, entretien et mise à jour : 13 334,17 \$
e) Coûts de modernisation ou de refonte	S. O.
h) Coûts liés à la réservation de noms de domaines	S. O.

a) Registre des Apostilles (registre-apostilles.gouv.qc.ca)	
b) Conception du site	MESS
c) Coûts de construction du site	0 \$
d) Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour	Hébergement : 247 594 \$
e) Coûts de modernisation ou de refonte	0 \$
h) Coûts liés à la réservation de noms de domaines	248 \$

Précisions sur les données fournies : Les coûts mentionnés sont ceux facturés par des ressources externes (sous-questions c), d), e)).

SOURCE : Direction générale des ressources informationnelles et de la transformation numérique
 COLLABORATION : DGC, SEQ-DAIMT, ST, SE-SPP et SCPMT
 VALIDATION : S. o.
 DATE : 20 mars 2025

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-27

Titre :

Pour 2024-2025, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant :

- a) les régions et les villes visitées;
- b) les personnes rencontrées;
- c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants;
- d) les raisons du déplacement [répondre en inscrivant le but et l'objet du déplacement];
- e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- f) les coûts ventilés;
- g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.

Exposé et statistiques :

Tournée régionale de la ministre de l'Emploi

La ministre a rencontré des partenaires et des intervenants du marché du travail principalement de la région de la Côte-Nord pour connaître leurs besoins dans un contexte de rareté de la main-d'œuvre. La ministre souhaitait établir un contact avec les intervenants du milieu afin d'échanger sur les enjeux locaux.

Région de Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine – 13 au 16 mai 2024	
Types de dépenses	Coûts
Transport	1 272,82 \$
Hébergement	1 149,03 \$
Location d'une salle	215,00 \$
Repas	1 125,80 \$
Total	3 762,65 \$

Région de Montréal – 25 au 28 mai 2024	
Types de dépenses	Coûts
Transport	635,14 \$
Hébergement	1 379,92 \$
Repas	195,32 \$
Total	2 210,38 \$

Région de Montréal – 17 et 18 juin 2024	
Types de dépenses	Coûts
Transport	568,95 \$
Hébergement	1 032,68 \$
Repas	112,72 \$
Total	1 714,35 \$

Région de la Côte-Nord (Basse-Côte-Nord) – 26 au 29 juin 2024	
Types de dépenses	Coûts
Transport	2 854,16 \$
Repas	43,69 \$
Total	2 897,85 \$

Région de la Côte-Nord (Baie-Comeau) – 4 juillet 2024	
Types de dépenses	Coûts
Hébergement	448,49 \$
Total	448,49 \$

Région de la Côte-Nord (Forestville, Sept-Îles) – 7 et 8 juillet 2024	
Types de dépenses	Coûts
Transport	213,26 \$
Hébergement	315,57 \$
Repas	111,82 \$
Total	640,65 \$

Région de la Côte-Nord (Fermont) – 5 au 8 août 2024	
Types de dépenses	Coûts
Hébergement	482,28 \$
Repas	262,90 \$
Total	745,18 \$

Région de la Côte-Nord (Tadoussac) – 12 et 13 septembre 2024	
Types de dépenses	Coûts
Transport	272,46 \$
Hébergement	724,42 \$
Repas	146,33 \$
Total	1 143,21 \$

Région de la Côte-Nord (Sept-Îles et Anticosti) – 16 septembre 2024	
Types de dépenses	Coûts
Transport	5 522,51 \$
Repas	62,85 \$
Total	5 585,36 \$

Région de la Montérégie – 26 au 28 septembre 2024	
Types de dépenses	Coûts
Transport	376,55 \$
Hébergement	773,87 \$
Repas	237,48 \$
Total	1 387,90 \$

Région de la Haute Côte-Nord – 16 et 17 octobre 2024	
Types de dépenses	Coûts
Transport	12 726,35 \$
Hébergement	1 014,43 \$
Repas	388,69 \$
Total	14 129,47 \$

Région de Montréal – 25 novembre 2024	
Types de dépenses	Coûts
Transport	368,95 \$
Hébergement	391,24 \$
Repas	50,70 \$
Total	810,89 \$

Région de la Côte-Nord (Sept-Îles) – 9-10 décembre 2024	
Types de dépenses	Coûts
Transport	71,40 \$
Hébergement	183,00 \$
Repas	105,56 \$
Total	359,96 \$

Tournée régionale de la ministre responsable de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire

La tournée régionale portait principalement sur des rencontres avec des représentants d'organismes communautaires et des mandataires des Alliances pour la solidarité. Celle-ci s'inscrit dans la volonté de la ministre de consulter les acteurs du milieu en vue de moderniser les différents programmes qui visent l'action communautaire et la solidarité sociale.

Région de la Côte-Nord (Sept-Îles) – 18-19 et 20 mai 2024	
Types de dépenses	Coûts
Transport	9 100,16 \$
Hébergement	728,14 \$
Repas	179,01 \$
Total	10 007,31 \$

Région de la Mauricie (Trois-Rivières) – 9 décembre 2024	
Types de dépenses	Coûts
Transport	344,69 \$
Repas	113,41 \$
Total	458,10 \$

Tournée régionale de la sous-ministre (régions et unités centrales)

La tournée régionale s'inscrit dans la volonté de la sous-ministre de prendre le temps de discuter avec les membres de son personnel et de mieux comprendre leur réalité, leurs défis et d'ainsi contribuer à une expérience employé mobilisatrice.

Région de la Mauricie – 15 avril 2024	
Types de dépenses	Coûts
Transport	159,96 \$
Repas	52,30 \$
Total	212,26 \$

Région de la Capitale-Nationale – 16 mai 2024	
Types de dépenses	Coûts
Transport	22,34 \$
Total	22,34 \$

Région des Laurentides et de Laval – 16 septembre 2024	
Types de dépenses	Coûts
Transport	48,84 \$
Repas	31,02 \$
Total	79,86 \$

SOURCE :

BSMSG

COLLABORATION : DGC, SEQ, SSC et SCPMT

VALIDATION : SSG, DOFC

DATE : 5 mars 2025

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-28

Titre :

La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2024-2025 :

- a) le détail des mandats ;
- b) le coût (déplacements, etc.) ;
- c) le nombre de ressources affectées ;
- d) le nombre de rencontres ;
- e) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre ;
- f) l'objet ;
- g) les dates.

Exposé et statistiques :

Madame Suzanne Blais, députée d'Abitibi-Ouest est adjointe parlementaire pour la ministre responsable de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire (Volet Solidarité sociale).

En 2024-2025, le MESS lui a payé des frais de déplacement pour un montant de 238,48 \$.

SOURCE : BSMMSG

COLLABORATION : s. o.

VALIDATION : SSG

DATE : 20 février 2025

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-33

Titre :

Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2024-2025, ainsi que les prévisions pour 2025-2026 et 2026-2027 en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

Exposé et statistiques :

Les informations concernant les sommes versées par le gouvernement fédéral sont présentées à l'annexe 1.

Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale n'a reçu aucune somme d'un autre gouvernement que le gouvernement fédéral.

--

SOURCE : SSG-DGRFC-SOF

COLLABORATION : SE-DPRC, DGQPDMO, SE-DRIMS

VALIDATION : DGRFC

DATE : 10 mars 2025

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-33 – ANNEXE 1

Tableau synthèse des transferts fédéraux
(en millions de dollars)

Ententes	Date de signature	But	Sommes reçues du 1 ^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025
Entente de principe Canada-Québec relative au marché du travail	21 avril 1997	Mise en œuvre des mesures actives d'emploi du Québec financées à même le compte d'assurance-emploi.	593,5 \$
Entente Canada-Québec sur le développement de la main-d'œuvre	10 juillet 2019	Mise en œuvre des mesures actives d'emploi du Québec pour les personnes éloignées du marché du travail.	157,4 \$
Entente de contribution Canada-Québec en appui aux jeunes du Québec dans le cadre de la Stratégie emploi et compétences jeunesse	14 août 2019	Aider les jeunes Canadiens à accéder aux études postsecondaires et à obtenir les compétences et la formation dont ils ont besoin pour participer à un marché du travail en évolution et à offrir une aide aux personnes qui sont temporairement sans emploi.	25,7 \$*
Entente Canada-Québec en appui aux personnes handicapées du Québec dans le cadre du Fonds d'intégration pour les personnes handicapées	10 juillet 2019	Soutenir les projets qui aident les personnes handicapées à se préparer à l'emploi, à obtenir un emploi et à le conserver ou à devenir travailleur indépendant, ce qui aura pour effet d'accroître leur participation à l'activité économique et leur indépendance financière.	9,2 \$**

* Un montant reçu de 7,5 M\$ est relatif à l'année antérieure.

** La somme reçue est relative à l'année antérieure. Une entente est en voie de conclusion, laquelle prévoit le même montant pour 2024-2025, 2025-2026 et 2026-2027.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-33 – ANNEXE 1

Tableau synthèse des ententes administratives

Ententes	Date de signature	But	Sommes reçues du 1 ^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025
Protocole d'entente relatif à la transmission de données de l'état civil visant à simplifier l'accès à certains programmes gouvernementaux (Agence du revenu du Canada (ARC))	7 juillet 2010	Établit les conditions et les modalités de transmission des renseignements permettant aux parents québécois de procéder, en même temps que la déclaration de naissance au Directeur de l'état civil, à une demande d'inscription à l'allocation canadienne pour enfants et au crédit pour la taxe sur les produits et services/taxe de vente harmonisée administrée par l'ARC. Permet également d'établir les conditions et les modalités pour la transmission des avis de décès.	173 092 \$***
Protocole d'entente relatif à la transmission de données de l'état civil visant à simplifier l'accès à certains programmes gouvernementaux (Emploi et Développement social Canada)	31 mars 2010	Établit les conditions et les modalités de transmission des renseignements permettant aux nouveaux parents québécois de procéder, en même temps que la déclaration de naissance de leur enfant au Directeur de l'état civil, à une demande de numéro d'assurance sociale. Permet également d'établir les conditions et les modalités pour la transmission des avis de décès et pour la validation de l'inscription des naissances au Québec.	171 953 \$***
Entente administrative relative à la communication des renseignements de l'état civil visant à simplifier l'accès à certains programmes gouvernementaux (Services aux Autochtones Canada)	28 mars 2013	Établit les conditions et les modalités de communication des renseignements du Directeur de l'état civil vers Services aux Autochtones Canada. En y consentant lors de la déclaration de naissance de leur enfant, les nouveaux parents facilitent et accélèrent la demande éventuelle d'inscription de leur enfant au registre des Indiens, s'il est admissible. Permet également de communiquer à Services aux Autochtones Canada certains renseignements sur les décès inscrits au registre de l'état civil aux fins de maintenir l'intégrité du registre des Indiens.	1 048 \$***

*** Une portion des sommes reçues est relative à la facturation d'années antérieures.

SOURCE : SSG-DGRFC-SOF

COLLABORATION : SE-DPRC, DGQPDMO, SE-DRIMS

VALIDATION : DGRFC

DATE : 10 mars 2025

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-34

Titre :

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2024-2025, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.

Exposé et statistiques :

Aucune prime au rendement ou boni n'a été versé pour l'année financière 2024-2025.

SOURCE :

DGRH

COLLABORATION :

S. o.

VALIDATION :

S. o.

DATE :

2025-02-19

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-35

Titre :

Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2024-2025 : le montant total des primes au rendement, des ajustements salariaux non-récurrents et des bonis versés au personnel de cabinet.

Exposé et statistiques :

En 2024-2025, aucun boni ou autre rémunération variable fondé sur le rendement n'a été accordé au personnel de cabinet ministériel, et ce, conformément à la Directive concernant le recrutement, la nomination, la rémunération et les autres conditions de travail du personnel des cabinets de ministre.

SOURCE :

DGRH

COLLABORATION :

S. o.

VALIDATION :

S. o.

DATE :

2025-02-19

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-36

Titre :

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour les années financières 2024-2025, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

Exposé et statistiques :

Aucune prime de départ n'a été versée pour l'année financière 2024-2025.

SOURCE :

DGRH

COLLABORATION :

S. o.

VALIDATION :

S. o.

DATE :

2025-02-19

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-40

Titre :

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) :

- a) la dépense totale (opération et capital);
- b) les grands dossiers en cours;
- c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
- d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;
- e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

Exposé et statistiques :

Les dépenses planifiées en ressources informationnelles pour l'année financière 2024-2025¹ sont identifiées dans le tableau ci-dessous.

a)

Entité	Opération (Exploitation) (k \$)	Capital (Investissement) (k \$)
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	131 147,30	19 934,60
Total	151 081,90 \$	

¹ Les données proviennent du Système d'information de gestion en ressources informationnelles (SIGRI), en date du 14 février 2025.

b)

Les informations afférentes aux grands dossiers sont disponibles sur le Tableau de bord des projets en ressources informationnelles du gouvernement du Québec à l'adresse suivante :

<https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/accueil/>.

d) et e) :

L'information recherchée se retrouve à l'adresse Internet suivante : [Portraits de la main-d'œuvre et du recours à des consultants et des consultants affectés aux ressources informationnelles - Jeu de données - Données Québec](#)

SOURCE : DBP
COLLABORATION : DGRFC-SCRFI
VALIDATION : DGRFC-SCRFI et DGPRITN-DGAEGRIC
DATE : 11 mars 2025

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-42

Titre :

Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant :

- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
- b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
- c) le nombre d'employés ayant bénéficié du paiement des cotisations.

Exposé et statistiques :

Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale a déboursé une somme de 111 535 \$ en paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle pour la période du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025.

Voir la liste des associations en annexe.

SOURCE : DGRFC-DOFC

COLLABORATION : s. o.

VALIDATION : s. o.

DATE : 10 mars 2025

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-42 — ANNEXE 1 - Liste des remboursements de cotisations

Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale 1er avril 2024 au 31 janvier 2025	Montants	Nombre Bénéficiaires
Ass. des resp. de gestion des plaintes [ARGPI]	600,00 \$	4
Ass. sur l'accès et la protection de l'information [A.A.P.I]	1 205,00 \$	Institution ¹
Association forestière Côte-Nord	50,00 \$	1
Barreau du Québec	4 108,10 \$	2
Business Architecture Guild	4 083,30 \$	14
Centre d'expertise des grands organismes	57 085,00 \$	Institution ¹
Chambre de commerce Belleclasse-Eichenin	405,00 \$	50
Chambre de commerce de Brome-Missisquoi	247,88 \$	25
Chambre de commerce de Gatineau (Export Outaouais)	985,00 \$	Institution ¹
Chambre de commerce de la Haute Matawinie, La	90,00 \$	1
Chambre de commerce de l'Est de Portneuf	300,00 \$	Institution ¹
Chambre de commerce de Lotbinière	125,00 \$	1
Chambre de commerce de Sept-Îles et Uashat mak Mani-otenenam, La	310,20 \$	25
Chambre de commerce de St-Georges	325,00 \$	50
Chambre de commerce de Val d'Or	295,00 \$	25
Chambre de commerce du Grand Joliette	200,00 \$	1
Chambre de commerce du Montréal Métropolitain	1 025,00 \$	1
Chambre de commerce et de l'industrie Haute-Yamaska	340,00 \$	Institution ¹
Chambre de commerce et d'industrie d'Abitibi-Ouest, La	340,00 \$	Institution ¹
Chambre de commerce et d'industrie de Drummond, La	275,00 \$	2
Chambre de commerce et d'industrie de la MRC de Maskinongé	204,39 \$	Institution ¹
Chambre de commerce et d'industrie de la région Thetford	339,99 \$	Institution ¹
Chambre de commerce et d'industrie de Laval	295,00 \$	24
Chambre de commerce et d'industrie de Manicouagan	525,00 \$	Institution ¹
Chambre de commerce et d'industrie de Québec	530,00 \$	Institution ¹
Chambre de commerce et d'industrie de Sorel-Tracy	111,17 \$	1
Chambre de commerce et d'industrie des Bois-Francis et de l'Érable	210,00 \$	2
Chambre de commerce et d'industrie du Centre Abitibi	397,69 \$	49
Chambre de commerce et d'industrie du Coeur-du-Québec	210,00 \$	25
Chambre de commerce et d'industrie du grand Lévis, La	460,00 \$	50
Chambre de commerce et d'industrie du Haut-Saint-Maurice	181,05 \$	9
Chambre de commerce et d'industrie Les Moulins	259,00 \$	1
Chambre de commerce et d'industrie Saguenay-le-Fjord	275,00 \$	1
Chambre de commerce et d'industries de Trois-Rivières, La	595,00 \$	3
Chambre de commerce Vallée de la Petite-Nation	225,00 \$	Institution ¹
Collège des médecins du Québec	7 745,00 \$	4
Comité régional pour la valorisation de l'éducation [CREVALE]	600,00 \$	4
Conseil Économique de Beauce [CEB]	405,00 \$	4
Coopérative de développement régional du Québec, coop de solidarité	200,00 \$	1
Corporation de développement communautaire de Brome-Missisquoi	200,00 \$	1
École nationale d'administration publique (ENAP)	5 950,00 \$	7
Institute of Internal Auditors, The (IIA)	1 212,24 \$	5
King's Printers Association of Canada memberships	500,00 \$	2
Mon Avenir TI	5 000,00 \$	Institution ¹
OECD (Organization for Economic Cooperation and Development)	7 504,25 \$	1
Projet Management Institute	206,80 \$	1
Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail	3 833,94 \$	Institution ¹
Regroupement des partenaires en développement social d'Amos région	150,00 \$	Institution ¹
Réseau des professionnels de la formation du Québec	125,00 \$	1
Réseau RH de Drummondville	300,00 \$	3
Société de développement économique de Drummondville	150,00 \$	1
Société québécoise d'évaluation de programme	204,75 \$	1
Table de lutte contre la pauvreté de Chicoutimi	35,00 \$	Institution ¹
Grand total	111 534,75 \$	Institution¹

¹ Cotisation annuelle pour laquelle la facture ou le site Internet ne permet pas de déterminer le nombre de bénéficiaires autorisés.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-43

Titre :

Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer :

- a) La date;
- b) La nature;
- c) Les questions posées;
- d) Les réponses;
- e) La firme retenue;
- f) Les coûts.

Exposé et statistiques :

Pour 2024-2025, voir le tableau à la fin de la fiche.

SOURCE :

Direction de la recherche, DGGAP

COLLABORATION :

SPSQRI, SSSAP, DGBSMMSG, DGC et SSTC

VALIDATION:

S. o.

DATE :

19 mars 2025

Titre	Coût (sans les taxes)	Réalisé à l'interne ou à l'externe?	<i>Si à l'interne, nom de la direction mandatée</i>	<i>Si à l'externe, nom de la firme mandatée</i>
1. Documentation de l'opinion citoyenne dans le cadre des travaux de la Direction des partenariats de Services Québec sur la simplification des démarches administratives pour les personnes en situation de violence conjugale	3 589,62 \$	Interne et externe	Direction de la recherche	Transcription : Multiscripta
2. Portrait des besoins immobiliers des organismes communautaires (volet sondage en ligne)	24 900,00 \$	Externe		Advanis
3. Consultation au sujet de la classification des organismes communautaires	1 865,97 \$	Interne et externe	Direction de la recherche	Transcription : Multiscripta
4. Consultation citoyenne pour les parents d'enfant âgé de 0 à 5 ans	0 \$	Interne	Direction générale de la gouvernance et de la simplification des services publics	
5. Sondage téléphonique auprès de la clientèle de l'assistance sociale.	25 125,00 \$	Externe		SOM
6. Sondage en ligne auprès des nouveaux parents qui utilisent les services en ligne du Régime québécois d'assurance parentale.	9 000,00 \$	Externe		SOM

Titre	Coût (sans les taxes)	Réalisé à l'interne ou à l'externe?	<i>Si à l'interne, nom de la direction mandatée</i>	<i>Si à l'externe, nom de la firme mandatée</i>
7. Sondages de satisfaction, en ligne, auprès de la clientèle de la Zone Entreprise.	17 000,00 \$	Externe		SOM
8. Entrevues individuelles auprès de nouveaux parents ayant déposé une demande, en ligne, au Régime québécois d'assurance parentale.	17 675,00 \$	Externe		SOM
9. Entrevues individuelles auprès de la clientèle de l'aide financière de dernier recours pour évaluer la simplicité de la communication administrative « Déclaration complète ».	17 675,00 \$	Externe		SOM
10. Évaluation de la campagne sur les métiers d'avenir : "Une passion, une foule d'options"	12 950,00 \$	Externe		Stratégie organisation et méthode SOM inc.
11. Sondage sur la campagne de renforcement de la notoriété de Services Québec - PHASE 1	2 385,00 \$	Externe		Stratégie organisation et méthode SOM inc.
12. Sondage Post-campagne Semaine de la solidarité	12 950,00 \$	Externe		Stratégie organisation et méthode SOM inc.

Titre	Coût (sans les taxes)	Réalisé à l'interne ou à l'externe?	<i>Si à l'interne, nom de la direction mandatée</i>	<i>Si à l'externe, nom de la firme mandatée</i>
13. Réalisation de groupes de discussion en Jamésie auprès de clientèles actuelles et potentielles de Service Québec et ses partenaires afin de mieux comprendre les réalités des différentes clientèles.	76 600,00 \$	Externe		Stratégie organisation et méthode SOM inc.
14. Documentation de la situation immobilière des organismes communautaires (volet 2) - entretiens individuels sur la question des projets immobiliers et des pistes d'action à privilégier	1 281,00 \$	Interne et externe	Direction de la recherche	Transcription : Multiscripta

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-44

Titre :

Tout montant dépensé par le ministère ou l'organisme en 2024-2025 visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l'organisme.

Exposé et statistiques

Aucun montant n'a été dépensé par le Ministère en 2024-2025 pour l'achat de crédits carbone.

--

SOURCE : Direction générale de la gouvernance, de l'analyse et de la performance

COLLABORATION : Secteur des services à la gestion (SSG)

VALIDATION : Service des opérations financières (SOF)

DATE : 2025-02-20

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-46

Titre :

Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure :
g) Plan d'action à l'égard des personnes handicapées

Exposé et statistiques :

Les coûts liés à la mise en œuvre des mesures du Plan d'action à l'égard des personnes handicapées se font à même les budgets de fonctionnement et les activités régulières du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

Le Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2024-2025 est disponible sur le site Québec.ca :

<https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/emploi-solidarite-sociale/publications/plan-action-personnes-handicapées>



SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale

COLLABORATION : S. o.

VALIDATION : S. o.

DATE : 6 mars 2025

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-47

Titre :

Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure:
m) Plan d'action de développement durable.

Exposé et statistiques :

Le plan d'action de développement durable (PADD) 2023-2028 a été adopté le 25 octobre 2023 par le comité exécutif du MESS. Il couvre la période du 1er avril 2023 au 31 mars 2028 et comprend 11 actions.

Action 1 : Financer des projets visant le développement des compétences liées à la transition verte

- Cible établie en 2024-2025 : verser 250 000 \$ dans des projets visant le développement de compétences liées à la transition verte par l'entremise des programmes du Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre (FDRCMO).
- Sommes investies en 2024-2025 : En date du 24 janvier 2025, aucun versement n'a été effectué. Cependant, une demande de versement a été reçue relativement à la période concernée pour des travaux en cours, et est en attente de traitement.
- Budget prévu en 2024-2025 : 250 000 \$.

Action 2 : Soutenir financièrement de nouveaux organismes communautaires

- Cibles établies en 2024-2025 :
 - o 555 organismes communautaires ayant bénéficié d'un soutien financier par l'entremise du SACAIS.
 - o 108 M\$ octroyés aux organismes communautaires par l'entremise du SACAIS.
- Les données concernant les sommes octroyées aux organismes et le nombre d'organismes soutenus en 2024-2025 seront disponibles en juin 2025.

Action 3 : Accompagner les personnes les plus vulnérables afin qu'elles intègrent le marché du travail de façon durable

- Cible établie en 2024-2025 : 76 % des participants aux interventions des services publics d'emploi, prestataires des programmes d'assistance sociale s'étant maintenus en emploi pour une période d'au moins six mois suivant un retour en emploi.
- En date du 27 décembre 2024, 64,6 %¹ des prestataires des programmes d'assistance sociale, ayant effectué un retour en emploi en 2023-2024 suivant une intervention des services publics d'emploi, se sont maintenus en emploi pour une période d'au moins six mois.
- Sommes investies en 2024-2025 pour la clientèle de l'assistance sociale : 258,5 M\$ ont été investis pour les interventions du Fonds de développement du marché du travail (FDMT) en date du 24 janvier 2025.
- Budget global prévu en 2024-2025 : 959,0 M\$ pour les interventions financées par le FDMT auprès des individus et des entreprises. À noter qu'il s'agit ici d'une gestion par fonds et non par programme.

Action 4 : Intégrer en emploi les personnes ayant bénéficié d'une aide des services publics d'emploi

- Cible établie en 2024-2025 : 57,0 % de l'ensemble de la clientèle ayant bénéficié d'une aide des services publics d'emploi, qui a occupé un emploi dans un délai de trois mois.
- En date du 24 janvier 2025, 52,0 % de la clientèle avait occupé un emploi dans un délai de trois mois.
- Sommes investies en 2024-2025 : 882,7 M\$ ont été investis pour les interventions du Fonds de développement du marché du travail (FDMT) en date du 24 janvier 2025.
- Budget prévu en 2024-2025 : 959,0 M\$ pour les interventions financées par le FDMT. À noter qu'il s'agit ici d'une gestion par fonds et non par programme.

¹ Les individus visés sont ceux pour lesquels un résultat de retour en emploi a été enregistré pour l'année 2023-2024. L'indicateur mesure la situation des individus de cette cohorte six mois après qu'un résultat d'insertion en emploi ait été inscrit à leur dossier. Les résultats de l'indicateur sont produits annuellement, à la fin du mois de décembre, et réfèrent à l'année financière précédente.

Action 5 : Évaluer la durabilité des interventions ministérielles

- Cible établie en 2024-2025 : que 73 % des interventions ministérielles aient fait l'objet d'une évaluation de la durabilité.
- En date du 31 janvier 2025, 87,5 % des interventions ministérielles avaient été évaluées, soit 7 interventions sur 8.
- Budget prévu et sommes investies en 2023-2024 pour évaluer les interventions : s. o.

Action 6 : Soutenir l'intégration de critères de durabilité dans les programmes de soutien financier normés

- Cible établie en 2024-2025 : 12 % des programmes de soutien financier normés soient durables, c'est-à-dire qu'ils intègrent au moins un critère de durabilité.
- En date du 31 janvier 2025, 25 % des programmes de soutien financier normés étaient durables, soit 2 programmes sur 8. Le 11 juillet 2024, un critère de durabilité a été ajouté au programme de soutien aux carrefours jeunesse-emploi lors de sa révision.
- Budget prévu et sommes investies en 2024-2025 pour soutenir l'intégration de critères de durabilité dans les programmes de soutien financier normés : s. o.

Action 7 : Accroître la part des acquisitions responsables liées à un contrat

- Cible établie en 2024-2025 : 25 % du nombre d'acquisitions liées à un contrat soient responsables, c'est-à-dire qu'elles intègrent au moins un critère responsable.
- En date du 31 janvier 2025, 42,6 % des acquisitions liées à un contrat étaient responsables.
- Budget prévu et sommes investies en 2024-2025 pour accroître la part des acquisitions responsables liées à un contrat : s. o.

Action 8 : Améliorer la maturité numérique responsable

- Cible établie en 2024-2025 : 45 % (niveau intermédiaire) pour l'indice de maturité numérique responsable du Ministère.
- En date du 31 janvier 2025, la note du Ministère était de 49,7 % (niveau intermédiaire) pour son indice de maturité numérique responsable.
- Budget prévu et sommes investies en 2024-2025 pour améliorer la maturité numérique responsable : s. o.

Action 9 : Soutenir les travaux de la Société québécoise des infrastructures menant à l'obtention d'attestations ICI on recycle +

- Cible établie en 2024-2025 : 2 bureaux ayant obtenu une attestation ICI on recycle +. À noter que les travaux du Ministère sont tributaires de ceux de la Société québécoise des infrastructures (SQI).
- Attestations obtenues en date du 31 janvier 2025 : 0.
- Sommes investies et budget prévu en 2024-2025 pour soutenir les travaux de la SQI : 0 \$.

Action 10 : Optimiser les installations favorisant le transport actif lors de projets immobiliers

- Cible établie en 2024-2025 : 6 % des bureaux du Ministère dont les installations favorisant le transport actif ont été optimisées lors de projets immobiliers.
- En date du 31 janvier 2025, 4,6 % des bureaux du Ministère comportaient des installations de transport actif optimisées.
- Sommes investies et budget prévu en 2024-2025 pour optimiser les installations : 0 \$.

Action 11 : Favoriser le transport actif, le transport collectif et les solutions de rechange à l'auto solo

- Cible établie en 2024-2025 : 17 % du personnel qui utilise régulièrement un mode de transport actif, collectif ou une solution de rechange à l'auto solo.
- La proportion du personnel qui utilise régulièrement un mode de transport actif, collectif ou une solution de rechange à l'auto solo sera disponible en avril 2025.
- Sommes investies et budget prévu en 2024-2025 pour favoriser le transport durable : s. o.

Conclusion :

- Le PADD 2023-2028 est disponible sur le site de Québec.ca.
- Les résultats du PADD 2023-2028 seront publiés dans le Rapport annuel de gestion 2024-2025.

SOURCE : Direction générale de la gouvernance, de l'analyse et de la performance

COLLABORATION : SSG, SE, SSSAP, SPSQRI

VALIDATION : DGGAP-DIAA, SSG, SE

DATE : 18 mars 2025

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-51

Titre :

Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2024-2025 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.

Exposé et statistiques :

Pour la période du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025, une dépense de 86 977 \$ a été effectuée par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale pour le remboursement d'achats de matériel requis pour le télétravail.

--

SOURCE : DGRFC-DOFC

COLLABORATION : s. o.

VALIDATION : s. o.

DATE : 10 mars 2024

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-52

Titre :

Concernant toute mesure de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2024-2025 :

- a) Les sommes dépensées;
- b) Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.

Exposé et statistiques :

- a) Les sommes dépensées :
38 220 \$
- b) Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière :
38 220 \$

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère : <https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/emploi-solidarite-sociale/acces-information/contrats-engagements-financiers>

SOURCE : DGRH

COLLABORATION : S. o.

VALIDATION : S. o.

DATE : 2025-02-19

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-55

Titre :

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2024-2025 :

- a) la liste de tous les concours et tirage réalisés;
- b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix;
- c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours;
- d) la liste des concours qui ont pris fin.

Exposé et statistiques

Aucun concours ni aucun tirage n'a été réalisé en 2024-2025.

SOURCE : Direction générale des communications
COLLABORATION : Tous les BSMA
VALIDATION: DGRFC
DATE : 7 février 2025

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG56

Titre :

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2024-2025:

- a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;
- b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;
- c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilés par instance ou organisme;
- d) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2023-2024 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.

Exposé et statistiques :

En date du 31 janvier 2025 :

- a) Les employés de la Direction générale des communications relèvent du ministère du Conseil exécutif

Du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025 :

- b) 1 553 061,97 \$ en produits de communication, incluant la veille médiatique
- c) Non pertinent (MCE)
- d) Veille médiatique:
 - I.C.I Influence communications inc. : 15 607,89 \$
 - Référence média : 2 890 \$

SOURCE : Direction générale des communications

COLLABORATION : S. o.

VALIDATION : Direction des opérations financières et comptables

DATE : 13 mars 2025

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-58

Titre :

Veillez nous fournir la liste des rencontres de planification stratégique de type « lac-à-l'épaule » tenues par le ministère ou l'organisme en indiquant :

- a) Les dates;
- b) L'endroit précis;
- c) La liste des personnes présentes;
- d) L'ordre du jour;
- e) Les procès-verbaux;
- f) Les coûts détaillés (frais de location, d'hébergement, repas, déplacement, location d'équipement, conférencier, etc.)

Exposé et statistiques :

- Aucune rencontre de type « lac-à-l'épaule » n'a été tenue en 2024-2025 en lien avec la planification stratégique.

SOURCE : Direction générale de la gouvernance, de l'analyse et de la performance

COLLABORATION : S. o.

VALIDATION : S. o.

DATE : 2025-03-12

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-59

Titre :

Veillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages.

- a) Nombre de stagiaires reçus ;
- b) Heures de stages effectués ;
- c) Rémunération totale déboursée.

Exposé et statistiques :

- a) Nombre de stagiaires reçus :

Au 22 janvier 2025, on dénombre 39 personnes ayant œuvré comme stagiaires au Ministère au cours de la période 2024-2025.

- b) Heures de stages effectuées :

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

- c) Rémunération totale déboursée :

Au 22 janvier 2025, la rémunération de ces stagiaires pour la période 2024-2025 s'élève à 318 229,81 \$.

SOURCE : DGRH

COLLABORATION : S. o.

VALIDATION : S. o.

DATE : 2025-02-19

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG60

Titre :

Fournir les dépenses allouées à la consultation avec les Autochtones.

a) Fournir la liste des projets du ministère ayant inclus une consultation des représentants autochtones.

Exposé et statistiques :

a) Liste des projets du Ministère ayant inclus une consultation des représentants autochtones.

- Mise à jour de la Stratégie ministérielle d'intégration professionnelle des Premières Nations et des Inuit.
- Évaluation de la Stratégie ministérielle d'intégration professionnelle des Premières Nations et des Inuit.
- Programme d'intégration des membres des Premières Nations et des Inuit.
- Ententes de services avec des organisations autochtones en employabilité.
- Mise en œuvre du Plan d'action 2017-2022 (prolongé jusqu'en 2025) de la Stratégie ministérielle d'intégration professionnelle des Premières Nations et des Inuit.
- Alliances pour la solidarité dans le cadre du Plan d'action gouvernemental visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2024-2029.
- Gestion des registres des bénéficiaires cris, inuit et naskapis.
- Conservation des données au registre des bénéficiaires inuit.

Aucune dépense n'a été allouée à la consultation des représentants et des organisations autochtones pour les projets cités. Ces consultations ont été faites par des personnes représentant le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale de niveau professionnel dans le cadre de leurs tâches courantes.

SOURCE : SE (DRIMS)

COLLABORATION : SE, SSSAP, SSTC, SRE, SPSQRI, DGGAP, DGRH, DBSM-SG

VALIDATION : S. O.

DATE : 20 mars 2025

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RG-64

Titre :

Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l'application des lois dont votre ministère est responsable de l'application. Ventiler par Loi et articles, depuis 5 ans.

Exposé et statistiques :

Pour la période du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025, un montant de 8 690 \$ a été perçu par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale en vertu des lois dont il est responsable de l'application.

SOURCE : DGRFC-DOFC-SOF

COLLABORATION : s. o.

VALIDATION : s. o.

DATE : 10 mars 2025

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-72

Titre :

Pour 2024-2025, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée. Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
- b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.

Exposé et statistiques :

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

SOURCE :

DGRH

COLLABORATION :

S. o.

VALIDATION :

S. o.

DATE :

2025-02-04

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-73

Titre :

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

Exposé et statistiques :

Aucun comité n'a été formé en 2024-2025.

--

SOURCE :

BSMSG

COLLABORATION :

SE / SSGRI / SSSAP / SRE / SSC / SPSQRI

VALIDATION :

S. o.

DATE :

20 février 2025